

AVRIL 2026 - N°1

ACTIONS CITOYENNES Mag



AfricTivistes Citizen Labs

**Accélérateur
de l'engagement
citoyen !**



DOSSIER SPÉCIAL

Conçu et géré par



AfricTivistes

Le numérique au service d'une éducation inclusive

■ SOMMAIRE

- 1 **Édito : Actions Citoyennes, plus qu'un titre !** P.2
- 2 **Voix Citoyenne : Rencontre avec Judicaël Alladatin** P.5
- 3 **Zoom sur : Sénégal, Mauritanie et Madagascar** P.9
- 4 **Labothèque : Un hub numérique au service des jeunes de Labé** P.19
- 5 **Portrait : La révolution "BÉGOU" avec Edgard Djerassem** P.22
- 6 **Décryptage: le numérique peut-il démocratiser l'accès à l'éducation ?** P.27
- 7 **Actualités des CitizenLabs** P.34
- 8 **Actualités AfricTivistes** P.50
- 9 **Agenda** P.56

“ACTIONS CITOYENNES”, PLUS QU’UN TITRE



Cheikh Fall

Directeur exécutif de AfricTivistes

Dans le célèbre roman « Le Monde s’effondre » de l’écrivain nigérian, Chinua Achebe, le Héros, Okonkwo, doit lutter contre la pauvreté, les attentes sociales et les bouleversements culturels pour devenir un chef respecté; son parcours montre que le succès et la reconnaissance ne viennent qu’après des épreuves et une persévérance constantes.

Son parcours résonne ainsi comme une invitation à l’audace et à la persévérance et trouve un écho dans l’engagement des jeunes plumes réunies dans ces pages.

Ce magazine, challenge citoyen, aurait pu s’intituler autrement ! Jeunesse d’Afrique,

“

C’est une déclaration d’intention, une profession de foi.

L’affirmation que la citoyenneté ne se limite pas aux échéances électorales, mais qu’elle s’exprime au quotidien, dans l’innovation sociale, dans le contrôle citoyen de l’action publique, dans l’engagement communautaire, dans la co-construction des politiques publiques.

Pourquoi pas ? Il est le fruit d’une collaboration et de la co-construction de jeunes issus des différentes régions de la terre mère.

Que nenni ! Le choix final est porté sur **“ACTIONS CITOYENNES”**

Au fil des pages et à travers des plumes citoyennes, ils ont questionné, défriché un thème au cœur de la citoyenneté : **l’ÉDUCATION**.

Si ce numéro 1 constitue une première en ce qu’il rassemble les sept **(7) laboratoires citoyens africains**, il est en réalité l’héritier d’une expérience antérieure : celle du magazine ACLB (AfricTivistes CitizenLab Bénin). De ses cendres est née une ambition renouvelée, portée par une

équipe résolument engagée à documenter ses actions, à valoriser ses acquis et, surtout, à concrétiser davantage la raison d'être de son engagement : promouvoir la participation citoyenne des jeunes Africains à travers une implication active, innovante et responsable dans la gestion publique.

Ici, il ne s'agit pas simplement de publier. Plutôt d'agir, de transformer, d'ouvrir des perspectives. À travers cette publication qui prend date. Cette jeunesse cœur battant du continent est déterminée à pérenniser un acquis fondamental : celui d'une citoyenneté vivante, créative, affranchie des sentiers battus et résolument tournée vers l'impact.

Lorsqu'on se réfère à la mission première de ces laboratoires citoyens, il s'agit de : " promouvoir la participation citoyenne et la démocratie participative par l'utilisation de la technologie civique (civic tech)." Elle est inscrite en lettres majuscules à la page d'accueil de la plateforme web de chaque laboratoire. C'est le reflet de citoyens engagés dans leurs pays réciproques.

ACTIONS CITOYENNES Mag, c'est plus qu'un titre. C'est une déclaration d'intention, une profession de foi. C'est l'affirmation que la citoyenneté ne se limite pas aux échéances électorales, mais qu'elle s'exprime au quotidien, dans l'innovation sociale, dans le contrôle citoyen de l'action publique, dans l'engagement communautaire, dans la co-construction des politiques publiques.

À travers ces pages, ce sont des initiatives concrètes, des projets inspirants, des analyses critiques et des perspectives audacieuses qui prennent forme. Ce magazine incarne une jeunesse africaine qui agit, qui réfléchit et qui construit. Une jeunesse consciente qui, pour

accéder aux sommets, franchit parfois des chemins étroits, mais progresse avec détermination, conviction et espoir.

Cette œuvre citoyenne, confirme que c'est dans les dynamiques co-constructives et collaboratives que nous pourrions concrétiser nos engagements, qu'ils soient individuels ou collectifs. Ces synergies doivent se construire à tous les niveaux : du local au global, du bas vers le haut et inversement, mais aussi entre pays et entre initiatives ancrées dans les territoires.

En ma qualité de Directeur Exécutif de AfricTivistes, j'exprime ma profonde fierté de voir notre réseau porter sur les fonds baptismaux et accompagner les AfricTivistes CitizenLabs. Ces laboratoires, nés d'une vision commune et portés par l'intelligence collective, ont su enclencher une dynamique co-constructive qui fait aujourd'hui son chemin et continue d'essaimer en Afrique.

À travers eux, une génération s'engage, expérimente, apprend et transforme. Le rendez-vous est ainsi pris pour les prochains numéros de ***ACTIONS CITOYENNES Mag***, afin de poursuivre ensemble cette aventure citoyenne, fidèle à notre mission : "mettre les civic tech au service des démocraties africaines".

Nous vous souhaitons une excellente lecture. Puissent ces pages vous inspirer et vous convaincre davantage du rôle essentiel que joue le numérique pour une éducation plus inclusive.

Cheikh Fall
Directeur exécutif de AfricTivistes

VOIX CITOYENNES : RENCONTRE AVEC JUDICAËL ALLADATIN

***L'INCLUSION DÉPEND D'ABORD DE LA GOUVERNANCE,
LE NUMÉRIQUE N'EST PAS UNE BAGUETTE MAGIQUE***



Judicaël ALLADATIN

**Spécialiste des Politiques
Publiques et du Numérique
en Éducation**

“**P**rofesseur en planification et gouvernance de l'éducation à l'Université de Montréal, Judicaël Alladatin analyse les conditions d'un numérique réellement inclusif. Infrastructures, formation des enseignants, gouvernance cohérente et cadre éthique : il rappelle que la technologie, y compris l'intelligence artificielle, ne peut réduire les inégalités sans une stratégie éducative claire et structurée.”

ACLB : Dans quelle mesure le numérique peut-il réellement contribuer à une éducation plus inclusive aujourd'hui, notamment dans le contexte africain ?

M. Judicaël Alladatin : Le numérique peut contribuer à une éducation plus inclusive lorsqu'il permet durablement d'élargir l'accès à des apprentissages de qualité à des publics jusque-là exclus. Dans le contexte africain, cela signifie toucher des élèves en situation de handicap, des jeunes sortis prématurément du

système éducatif ou encore des enfants vivant loin des centres urbains, dans des zones où les enseignants sont peu nombreux et les ressources pédagogiques limitées. Il permet aussi de former les enseignants à distance et de proposer des dispositifs de soutien aux élèves en difficulté.

Mais il faut être clair : le numérique n'est pas inclusif par nature. Il ne produit des effets positifs que s'il est intégré dans un cadre éducatif structuré et cohérent. Cela suppose des contenus bien conçus, alignés aux programmes, un accompagnement des élèves, un suivi régulier et des enseignants comme des directions formés à son usage.

À l'inverse, lorsqu'il se limite à la mise en ligne de contenus sans encadrement pédagogique ni prise en compte des réalités (électricité, connexion, équipements, environnement familial), il renforce les inégalités. La pandémie de COVID-19 l'a montré : les élèves déjà favorisés ont pu continuer à apprendre, les autres ont accumulé des retards.

Le numérique peut donc être un levier puissant d'inclusion en Afrique, mais il n'est pas une panacée. Il doit rester un outil au service d'un projet pédagogique clair.

ACLB : Quelles sont, selon vous, les conditions indispensables pour que le numérique réduise et non renforce les inégalités éducatives ?

M. Judicaël Alladatin : Plusieurs conditions doivent être réunies simultanément.

La première concerne les infrastructures : électricité régulière, connexion stable, équipements fonctionnels et maintenance. Sans cela, le numérique demeure fragile, surtout en zones rurales. Il est essentiel de soutenir un écosystème d'innovation locale plutôt que de dépendre uniquement de technologies importées.

La deuxième condition est pédagogique. Le numérique doit s'inscrire dans une véritable démarche d'apprentissage : contenus structurés, exercices progressifs, évaluations cohérentes et soutien aux élèves en difficulté. Sans cette exigence, il devient un simple outil de diffusion.

La troisième condition est humaine. Les enseignants, directions, inspecteurs et personnels éducatifs doivent être formés et accompagnés. Sans investissement dans les compétences, le numérique reste peu ou mal utilisé.

Enfin, une gouvernance claire et cohérente est indispensable. Il faut coordonner les initiatives, éviter les projets isolés et assurer la continuité des actions.

La création de l'Agence nationale de télé-enseignement au Bénin va dans ce sens, à condition qu'elle joue un véritable rôle de pilotage, de régulation et d'évaluation au service de l'équité.

ACLB : Quels publics risquent encore d'être exclus malgré le développement du

numérique éducatif, et pourquoi ?

M. Judicaël Alladatin : Les élèves vivant en zones rurales restent particulièrement exposés en raison d'une connexion limitée et d'une électricité irrégulière. Les personnes en situation de handicap peuvent être exclues si l'accessibilité n'est pas intégrée dès la conception des plateformes. Les enfants issus de familles à faibles revenus rencontrent des obstacles liés au coût des équipements et de l'internet.

Les filles et adolescentes peuvent aussi être limitées par des normes sociales restreignant leur accès aux outils numériques. Enfin, les personnels scolaires eux-mêmes peuvent se retrouver en difficulté s'ils ne bénéficient pas d'une formation adaptée. Lorsque enseignants et directions sont mis à l'écart de la transformation numérique, l'ensemble du dispositif éducatif se fragilise.

ACLB : La fracture numérique constitue-t-elle aujourd'hui le principal frein à l'inclusion par le numérique ?

M. Judicaël Alladatin : Elle constitue un frein majeur, mais elle ne se limite pas à l'accès à Internet. Elle comprend les infrastructures, les équipements et les compétences. Même lorsque ces dimensions sont réunies, persistent une fracture pédagogique ; liée à la qualité des usages ; et une fracture organisationnelle ; liée au manque de coordination et de vision stratégique.

La fracture numérique est donc importante, mais elle n'explique pas tout. Sans prise en compte des dimensions pédagogiques et organisationnelles, le numérique peine à réduire les inégalités.

ACLB : Quelles limites ou dérives faut-il éviter lorsqu'on mise sur le numérique comme solution éducative ?



M. Judicaël Alladatin : La première dérive consiste à croire que le numérique peut remplacer l'enseignant. L'éducation repose d'abord sur une relation humaine. Il faut aussi éviter l'adoption de solutions standardisées sans adaptation aux contextes locaux.

Les enjeux liés aux données personnelles exigent un cadre clair et une régulation publique. Enfin, il existe un risque d'éducation numérique à deux vitesses : des dispositifs performants pour les publics favorisés, des solutions minimales pour les plus vulnérables.

ACLB : *Quels leviers prioritaires recommanderiez vous pour rendre le numérique réellement inclusif ?*

M. Judicaël Alladatin : Il faut faire de l'école le principal point d'accès au numérique afin de garantir l'équité. Il convient également d'adopter une approche différenciée, combinant solutions en ligne et hors ligne selon les contextes.

L'investissement humain reste central : formation

continue des enseignants, des directions et des cadres pédagogiques. Enfin, une gouvernance stratégique cohérente doit assurer l'alignement entre orientations politiques, cadres réglementaires et pratiques de terrain.

La création d'une agence nationale peut structurer cette dynamique, à condition d'assurer coordination, standards de qualité, accompagnement et évaluation des résultats. L'absence d'alignement entre ambitions politiques et cadres réglementaires demeure toutefois un défi dans certains contextes africains.

ACLB : *En définitive, quelle est la condition sine qua non pour que le numérique soit le garant d'une éducation inclusive ?*

M. Judicaël Alladatin : La condition essentielle est une gouvernance explicitement orientée vers la réduction des inégalités. Il faut des indicateurs précis : qui accède aux dispositifs ? Qui en bénéficie réellement ? Les élèves les plus vulnérables progressent-ils ?

Le numérique ne devient garant d'inclusion que s'il est intégré dans une stratégie cohérente, durable et mesurable. Ce n'est pas la technologie qui produit l'inclusion, mais la manière dont elle est gouvernée.

ACLB : Parlons d'intelligence artificielle : représente-t-elle une solution dans ce contexte ?

M. Judicaël Alladatin : L'IA peut aider les enseignants à préparer des supports, adapter des exercices ou améliorer l'accessibilité. Mais elle comporte des risques : erreurs, biais, dépendance excessive, enjeux éthiques et protection des données.

Elle soulève aussi la question de la sobriété numérique, car ces systèmes exigent des infrastructures énergivores. La vraie question

n'est pas seulement « peut-on utiliser l'IA ? », mais « pour quels usages réellement utiles et avec quelles exigences techniques ? ».

ACLB : Votre mot de la fin

M. Judicaël Alladatin : Le numérique ne remplacera jamais les fondements de l'éducation : leadership scolaire, qualité de l'enseignement, engagement des apprenants, rôle des familles et cohérence des politiques publiques. Il peut améliorer l'éducation s'il est au service d'objectifs clairement définis.

Ce qui fera la différence, ce n'est pas la sophistication des technologies, mais leur gouvernance, leur adaptation aux contextes locaux et leur évaluation dans le temps.

Le numérique n'est pas une baguette magique, c'est un levier. Et un levier ne fonctionne que s'il s'appuie sur des bases solides.

Propos recueillis par :
Ganiath BELLO & Kevin da SILVA
Membres AfricTivistes CitizenLab Bénin

ZOOM SUR TROIS CITIZENLABS : SENEGAL, MAURITANIE, MADAGASCAR

AFRICTIVISTES CITIZENLAB SENEGAL : Quand la jeunesse transforme le numérique en pouvoir citoyen !



**NDEYE KANY
CISSÉ**



Fatou DIENG



Penda Fall



**Mouhamadou
MBALLO**



**Khadidiatou
THIOUNE**



**MAMADOU
DIOP**



**ELHADJI
OUMAR DIOUF**



**PAUL MARCELLE
ELANGA**



**YOUSOU
TRAORE**



AWA DIOUF



**THIerno
BOCAR DIENG**



Au cœur de l'Afrique de l'Ouest, une nouvelle dynamique citoyenne prend forme. CitizenLab Sénégal, lancé officiellement le **11 décembre 2025 à Dakar**, s'impose comme un espace d'innovation civique porté par et pour les jeunes.

Au Sénégal, la jeunesse n'est pas seulement une catégorie sociale : elle est une réalité démographique majeure. Selon les données de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, près d'un Sénégalais sur deux a moins de 19 ans, illustrant le visage résolument jeune du pays. Dans la tranche des 15 à 35 ans, les jeunes représentent environ **31 %** de la population. Ces chiffres confirment une évidence : l'avenir démocratique du Sénégal repose largement sur l'énergie, la créativité et l'engagement de sa jeunesse.

C'est pour mettre à contribution cette valeur sûre, qu'est la jeunesse Sénégalaise que le laboratoire d'innovation et d'actions est lancé pour renforcer la participation citoyenne, la transparence et l'accès équitable aux technologies. Pour ce faire, ils ont décliné leurs actions suivant trois piliers qui s'articulent autour d'une ambition commune. Ensemble, ces axes contribuent à réduire la fracture numérique, encourager l'utilisation responsable des technologies et consolider une participation citoyenne plus inclusive.

Une vision pour un Sénégal numérique et inclusif



La vision est claire : devenir un acteur clé de l'écosystème Civic Tech au Sénégal, en favorisant la formation, l'innovation et l'inclusion numérique.

L'ambition est de bâtir une société où chaque citoyen jeune, femme ou habitant d'une zone rurale dispose des compétences, des ressources et des outils numériques nécessaires pour participer activement à la vie publique.

***« Notre mission est de démocratiser
l'accès au numérique et de placer
les citoyens au cœur de
l'innovation »***

Penda Fall

**Coordinatrice de AfricTivistes
CitizenLab Sénégal**

À travers ses actions, le CitizenLab Sénégal développe une expérimentation locale axée sur l'usage du numérique pour réduire les inégalités d'accès à l'éducation et à l'information citoyenne. Cette approche repose sur : des formations en ligne en Civic Tech et citoyenneté numérique, des contenus éducatifs accessibles, la sensibilisation à l'usage responsable et inclusif du numérique, des espaces d'échange favorisant l'apprentissage collectif et la participation...

Le Lab s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire composée de profils en développement, intelligence artificielle, cybersécurité et communication. Cette diversité de compétences complémentaires, permet de concevoir des solutions numériques adaptées aux réalités locales et orientées vers l'impact social.

AfricTivistes CitizenLab Sénégal a été officiellement lancé le jeudi 11 décembre 2025 à Dakar, lors d'une cérémonie rassemblant de nombreux jeunes leaders, acteurs de la société civile, représentants communautaires et partenaires engagés pour la promotion de la participation citoyenne et de l'innovation démocratique. Cet événement marque la date de naissance d'une dynamique citoyenne inclusive pensée par des jeunes et pour les jeunes.

Le lancement s'est structuré autour de moments clés, notamment la présentation du CitizenLab Sénégal, qui a permis de mettre en lumière sa vision, sa mission et son identité en tant que laboratoire d'innovation civique porté par AfricTivistes. Les participants ont également découvert le Plan d'Action définissant les priorités stratégiques, les axes d'intervention et les activités prévues, ainsi que la feuille de route destinée à orienter les initiatives et les collaborations avec les acteurs locaux et nationaux. Ces différentes séquences ont permis de mieux comprendre les ambitions du projet et son rôle dans la construction d'une gouvernance plus transparente et inclusive.



Equipe AfricTivistes CitizenLab Sénégal

AfricTivistes CitizenLab Sénégal se veut avant tout un espace d'apprentissage, de co-création et d'action citoyenne. À travers ses productions, le programme ambitionne de donner aux jeunes les moyens de s'informer, de s'exprimer et de contribuer activement dans la dynamique démocratique du Sénégal. Il agit également comme un pont entre les jeunes, les institutions et les territoires, favorisant le dialogue, la participation citoyenne et le renforcement des liens entre les communautés à l'échelle locale et nationale.

À travers ce lancement officiel, le lab se positionne comme un acteur clé du numérique citoyen et de la gouvernance ouverte. Le projet invite l'ensemble des jeunes, des organisations de la société civile ainsi que les partenaires techniques et institutionnels à rejoindre cette dynamique collective afin de faire du numérique un levier puissant d'engagement citoyen, d'innovation sociale au Sénégal.

Le Lab s'est imposé comme un véritable catalyseur d'innovation citoyenne. À la croisée du numérique et de l'engagement civique, il structure ses actions autour d'un objectif central : outiller les jeunes et les organisations de la société civile afin qu'ils deviennent des acteurs pleinement investis dans la vie publique.

Informer et enrichir le débat public

Le **CitizenLab Sénégal** mise d'abord sur la production de contenus à forte valeur ajoutée. La production de **podcasts** occupe une place stratégique dans cette dynamique. Ces rendez-vous audiovisuels, mettent en lumière des expertises et parcours inspirants des membres. Plus qu'un simple espace d'expression, ils constituent une plateforme de dialogue où se confrontent expériences, regards critiques et visions d'une démocratie plus inclusive.

La production de contenus citoyens vient enrichir le débat public. À travers analyses et décryptages, les auteurs explorent les enjeux contemporains de la citoyenneté numérique et de la gouvernance participative.

Valoriser les acteurs et renforcer les capacités

Au cœur du projet, l'humain demeure une priorité. À travers la publication de portraits sur les réseaux sociaux, le CitizenLab met en lumière les trajectoires, motivations et engagements de jeunes acteurs investis dans la civic tech et la gouvernance ouverte, rendant visibles celles et ceux qui font vivre cette dynamique d'innovation citoyenne.

Le renforcement des capacités constitue également un pilier central. Plusieurs formations dédiées à la participation citoyenne ont été organisées pour sensibiliser et outiller les jeunes aux mécanismes d'engagement démocratique. Des sessions spécifiques sur l'utilisation stratégique des plateformes numériques leur permettent d'exploiter les outils digitaux comme leviers d'influence, de plaidoyer et d'action collective.

Ces sessions ont enregistré **plus de 500 inscriptions et plus de 100 participants** à nos modules de formation, illustrant l'intérêt marqué des jeunes et des organisations de la société civile pour des initiatives éducatives numériques accessibles.

Ces résultats confirment le potentiel du numérique comme levier de réduction des inégalités éducatives et de consolidation de l'engagement citoyen.

À travers cette diversité d'actions, AfricTivistes CitizenLab Sénégal réaffirme une ambition claire : bâtir un espace d'innovation, de co-création et d'expression citoyenne, capable d'inspirer et d'accompagner une génération déterminée à s'impliquer activement dans la transformation démocratique et la vie publique.

Mouhamadou MBALLO

Membre de AfricTivistes CitizenLab Sénégal



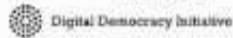
Passionné par le numérique et engagé pour l'impact social, Mouhamadou met son expérience en architecture logicielle et en développement au service de solutions innovantes visant à renforcer la participation citoyenne, l'inclusion et l'accès aux outils numériques.
À travers son engagement au sein de AfricTivistes CitizenLab Sénégal, Mouhamadou contribue à bâtir des solutions citoyennes au service du Sénégal et de l'Afrique, en plaçant l'innovation technologique au cœur du changement social.

Digitalise Youth

Conçu et géré par



Propulsé par



ELANGA Paule Marcelle

Membre de AfricTivistes CitizenLab Sénégal



Convaincue que la donnée et l'intelligence artificielle peuvent être de puissants leviers de transformation, Paule Marcelle œuvre pour mettre la technologie au service de l'inclusion, de l'impact social et de l'égalité des chances.
À travers son implication au sein de AfricTivistes CitizenLab Sénégal, Paule Marcelle contribue à bâtir un écosystème technologique plus diversifié, équitable et durable, au service des communautés et de la participation citoyenne.

Digitalise Youth

Conçu et géré par



Propulsé par



Vous souhaitez influencer les débats publics en ligne de manière stratégique et responsable ?

REJOIGNEZ NOTRE FORMATION

UTILISER LES PLATEFORMES NUMÉRIQUES POUR PARTICIPER À LA VIE PUBLIQUE

SAMEDI 21 FEVRIER 2026 12 H HEURE DE DAKAR

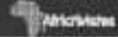
KMEET



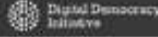
SCANNEZ CE QR CODE POUR VOUS INSCRIRE

Digitalise Youth

Conçu et géré par



Propulsé par



MERCI

POUR VOTRE PARTICIPATION



CHIFFRES CLÉS

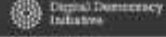
- 69 Inscrits
- 97% de jeunes
- 5 pays représentés
- +60 interventions

Digitalise Youth

Conçu et géré par



Propulsé par



Formation sur la

CITOYENNETÉ NUMÉRIQUE ET LA PARTICIPATION CITOYENNE

17 10H GMT JANV. 2026



Scannez ce qr code pour vous inscrire

Digitalise Youth

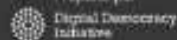


ABDOU AZIZ CISSÉ
Coordinateur régional, AfricTivistes CitizenLab

Conçu et géré par



Propulsé par

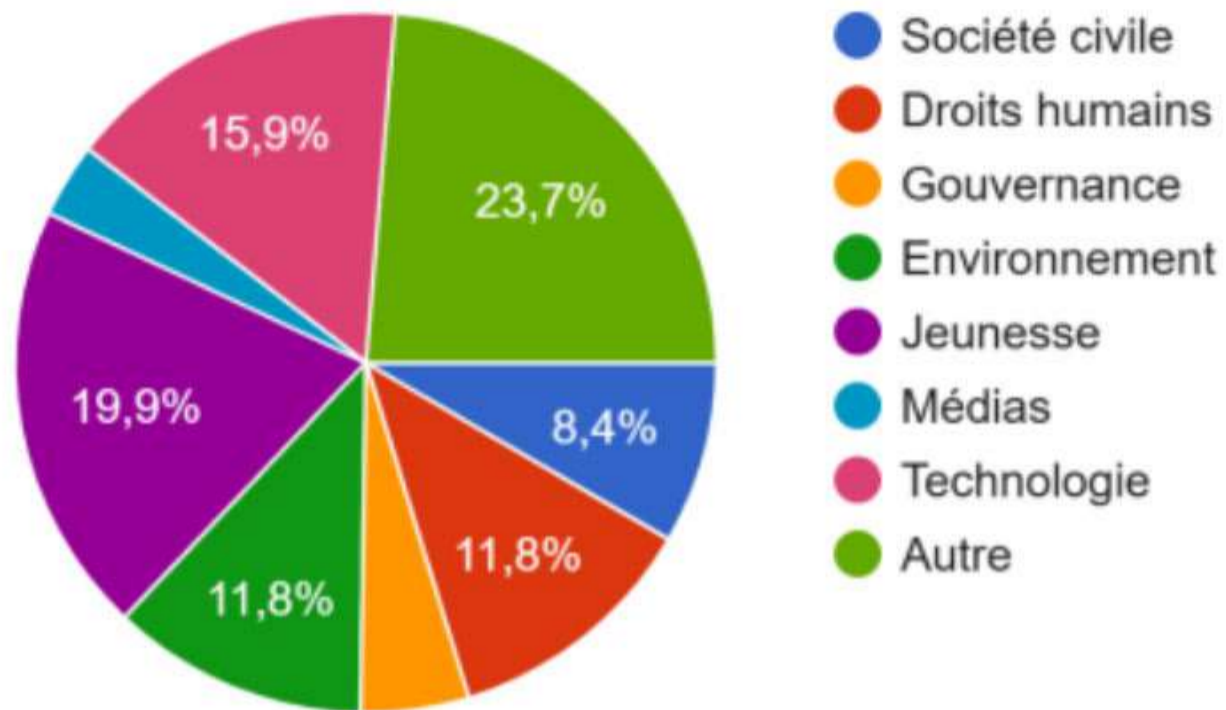


Plus qu'un projet, CitizenLab Sénégal est un mouvement.

Il invite les jeunes leaders, les organisations de la société civile, les partenaires techniques et institutionnels à rejoindre une dynamique collective.

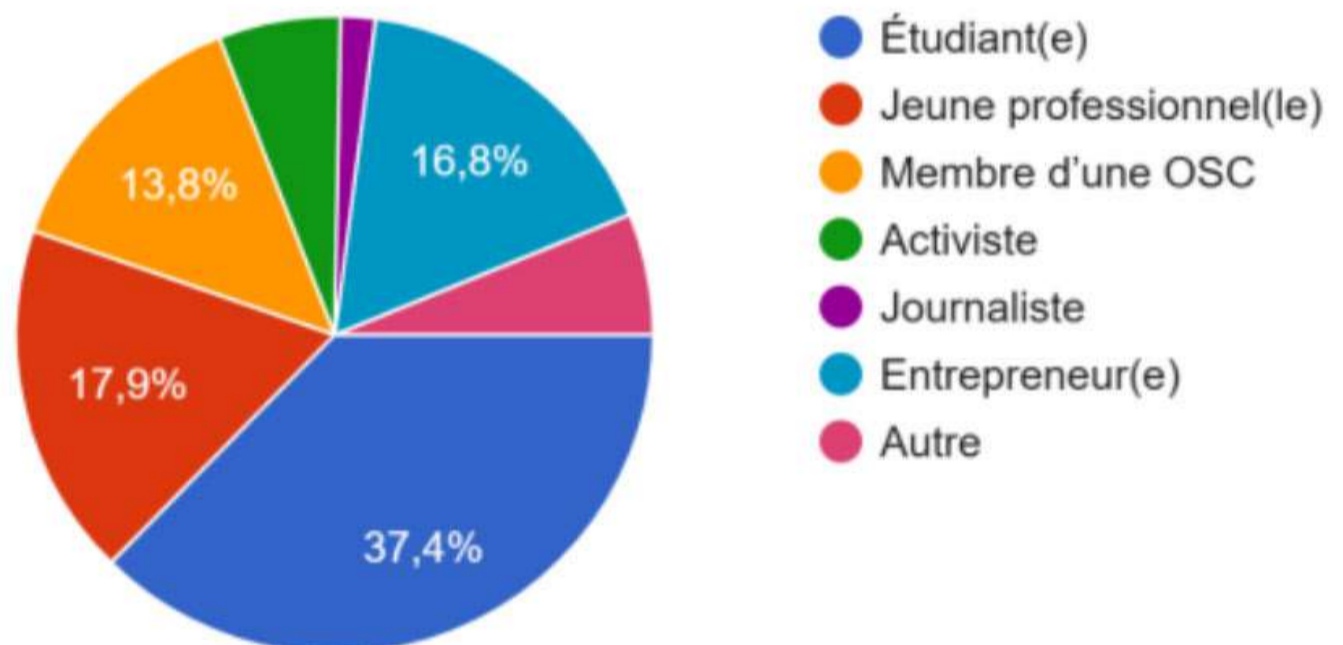
Domaine principal

321 réponses



Statut

340 réponses



Moderniser et renforcer

Soucieuse d'améliorer l'accessibilité et la visibilité de ses actions, l'équipe a engagé la refonte de sa plateforme web, optimisant ainsi l'expérience utilisateur. Cette dynamique s'est étendue à l'ensemble du réseau avec la refonte des sites du CitizenLab Cameroun et du CitizenLab Bénin, consolidant l'identité visuelle et la cohérence numérique des différents Labs.

Autre avancée majeure : le développement prochain d'une application commune à l'ensemble des CitizenLabs. Pensée comme un outil de connexion et de coordination, elle va faciliter le partage d'informations, la collaboration transnationale et l'animation du réseau à l'échelle régionale.



Conçu et géré par :
 AfricTivistes

Propulsé par :
 Digital Democracy Initiative

Ndeye Kany Cissé & Mamadou Diop
Membres AfricTivistes CitizenLab Sénégal

AFRICTIVISTES CITIZENLAB MAURITANIE : *Le pionnier qui a tracé la voie*



Premier hub citoyen en Mauritanie, AfricTivistes CitizenLab Mauritanie est une véritable fabrique d'initiatives citoyennes.

Il vise à outiller les jeunes Mauritaniens à travers la formation, le développement d'outils numériques et l'innovation participative, tout en favorisant la production de contenus engagés. Le lab intervient dans les trois régions de la capitale, Nouakchott, ainsi que dans les villes de Rosso et Sélibaby, avec un focus particulier sur la jeunesse impliquée dans le développement communautaire.

Les actions s'articulent autour de trois axes stratégiques : l'éducation citoyenne et l'accès à l'information, la bonne gouvernance et la démocratie participative. **Parmi ses réalisations phares figure le Guide de l'électeur mauritanien qui illustre l'engagement du Lab pour une citoyenneté active et informée, en démocratisant l'accès à l'information électorale**

Pour 2026, ACLM déploie un plan d'action ambitieux, appuyé par une équipe de 10 membres, afin de renforcer la participation citoyenne et d'augmenter l'impact concret de ses initiatives dans les communautés mauritaniennes.



AFRICTIVISTES CITIZENLAB MADAGASCAR : ***La fabrique citoyenne au service des jeunes malgaches !***



Equipe AfricTivistes CitizenLab Madagascar

Fruit d'un travail sur le long cours et d'un partenariat stratégique entre AfricTivistes et Isika, le premier hub citoyen à Madagascar, AfricTivistes CitizenLab Madagascar, est une véritable fabrique citoyenne dédiée à l'engagement des jeunes à Madagascar. Le Lab mise sur la production de contenus, la formation, le développement d'outils et de contenus numériques pour renforcer la participation citoyenne au niveau local. En novembre 2024 durant le lancement du CitizenLab Madagascar à

Antananarivo (capitale), jeunes et femmes ont été formés à l'analyse critique de l'information, au dialogue citoyen et à l'utilisation responsable des plateformes numériques.

Cette démarche a non seulement permis de sensibiliser la jeunesse à un espace civique inclusif et sécurisé, mais aussi de développer des compétences concrètes pour transformer les participants en acteurs de changement, capables de relayer les bonnes pratiques dans leurs communautés.

Dans le cadre de ces initiatives innovantes, le lab va bientôt lancer une campagne de lutte contre la désinformation visant à sensibiliser sur le phénomène des Fake News.

En combinant formation, production de contenus et engagement participatif, le Lab contribue à renforcer la citoyenneté active des jeunes, à promouvoir des espaces numériques sûrs et inclusifs, et à créer un réseau durable d'ambassadeurs citoyens à travers Madagascar.

Africtivistes

ISIKA
miara - mahorina
dialogot pour mexe deside

CITIZEN LAB MADAGASCAR

Fabrique citoyenne visant à **appuyer, accompagner et outiller** les acteurs de la société civile par la formation, le développement **d'outils** et l'accompagnement à l'innovation et à la **co-crédation**

ENCOURAGER IMPULSER CRÉER RENFORCER

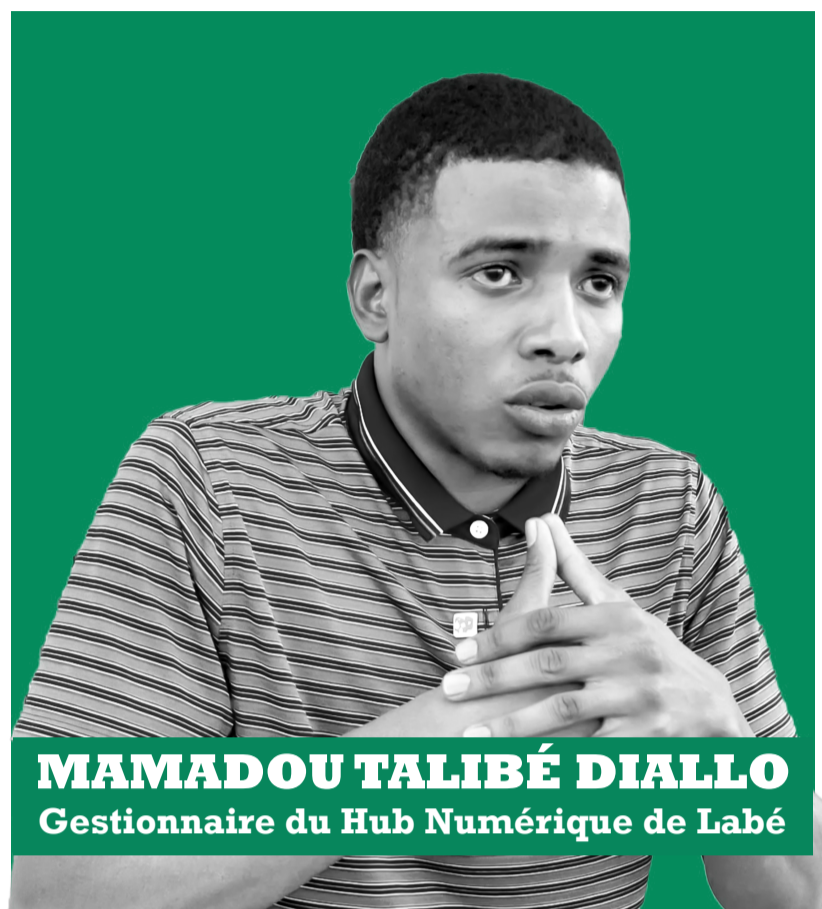
UN HUB NUMÉRIQUE AU SERVICE DE L'ENGAGEMENT CITOYEN DES JEUNES DE LABÉ



La Guinée ambitionne de faire du numérique, l'un des maillons de son développement. Cette volonté se traduit par des espaces dédiés à l'apprentissage du numérique partout dans le pays. Dans la commune urbaine de Labé au nord du pays à plus de 400 km de Conakry, un hub numérique régional, mise sur la formation pour outiller les jeunes, renforcer la participation citoyenne et réduire la fracture numérique. **En trois mois d'existence, il a formé plus de 120 personnes avec une forte représentation féminine.**

Dans la cour du stade régional de Labé, le fronton du hub numérique s'est imposé dans le décor au fil des mois. Ce centre installé en 2025 par **L'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications et du Numérique (ANSUTEN)**, mise sur la formation pour une meilleure inclusion numérique. Il dispose d'équipements technologiques, une connexion Wi-Fi et d'un espace de coworking.

Cet espace d'apprentissage aux technologies numériques suscite l'intérêt d'un public jeune et passionné dans la commune urbaine de Labé. Un lieu pensé comme un tremplin où on apprend l'informatique de base, l'entrepreneuriat numérique et le développement de solutions innovantes. Mamadou Talibé Diallo en est le gestionnaire; il est ingénieur et informaticien de formation.



« Beaucoup de jeunes ne connaissent pas encore les outils numériques », explique-t-il. « Avant d'aller vers des options avancées, nous avons commencé par les bases. » Une approche pragmatique qui participe à réduire la fracture numérique en touchant plus de jeunes dans l'une des huit (08) régions de l'intérieur du pays. Même avec une affluence en deçà des attentes, le hub affiche un bilan encourageant. En trois mois, **123 personnes ont été formées, dont 70 % de femmes.** Un résultat dont le gestionnaire se dit particulièrement fier : « C'était un défi. Malgré les difficultés, nous avons réussi à former un bon nombre, en si peu de temps. », déclare Mamadou Talibé Diallo.

En plus de l'acquisition de compétences techniques, l'ambition est aussi citoyenne. Pour le gestionnaire du

hub numérique régional de Labé, les technologies peuvent renforcer la démocratie locale. Elles permettent un meilleur accès à l'information publique tout en facilitant la participation citoyenne aux décisions publiques. « Utilisées de façon responsable, elles sont un gage de transparence et un levier pour le développement local », insiste-t-il.

Grâce à la mise en place du hub numérique, des projets émergents sont déjà en gestation. Il s'agit d'une application de gestion des cas de violences basées sur le genre en partenariat avec une ONG locale, une application de gestion de la bibliothèque régionale, visant à digitaliser ses services. « Ce qu'on apprend à l'école est purement académique et pas toujours adapté au monde du travail. », explique Mamadou Talibé Diallo.

Le hub se veut une passerelle vers l'employabilité réelle. C'est pourquoi, il invite la jeunesse de Labé et alentours à visiter le centre, le découvrir, se former et chercher des collaborations pour des projets innovants dans le numérique au niveau local.

Le plan du gouvernement guinéen est de faire des hubs numériques régionaux, des espaces innovants et inclusifs qui accompagnent les jeunes à devenir de véritables ambassadeurs de la transformation digitale dans leurs régions respectives.

MAMADOU CIRÉ BARRY

Membre de AfricTivistes CitizenLab Guinée



Encadré

Au total, il existe 6 espaces de ce type à Kobaya, Coyah, Kindia, Labé, Kankan et à N'zérékoré, officiellement lancés le 18 août 2025. Ces structures ont été conçues pour offrir aux citoyens un lieu dédié à l'innovation, à la participation citoyenne et à la formation numérique, renforçant ainsi la présence et l'action des initiatives locales en matière de gouvernance et de développement communautaire.

Leur lancement officiel a eu lieu le ***18 août 2025*** et marque une étape importante dans l'élargissement de l'accès aux outils et aux ressources qui favorisent l'engagement citoyen et la collaboration entre les acteurs de la société civile et les institutions publiques guinéennes.

PORTRAIT : EDGARD DJERASSEM, LA RÉVOLUTION “BÉGOU”

LE COMBAT POUR CONSCIENTISER LES JEUNES AFRICAINS



**Conférence Réussir Bégou organisée par Edgard Djerassem
le 23 mars 2024 au CEFOD à N'djamena**

Edgard DJERASSEM

Initiateur de la révolution “Bégou”

« Vous allez réussir. Bégou. Que vous le vouliez ou non. » La phrase claque comme un ultimatum bienveillant. Derrière l'écran, des milliers de jeunes Africains suivent attentivement. À la fois mentor, stratège et grand frère exigeant, avec plus de 200.000 abonnés sur les réseaux sociaux Facebook et LinkedIn cumulés, désigné comme jeune leader africain pour la cohorte 2026 du prestigieux programme Desmond Tutu Fellowship de l'African Leadership Institute, Edgard Djerassem s'est imposé comme l'une des voix les plus influentes de l'employabilité francophone en Afrique centrale. Banquier de haut niveau, formé dans des meilleures institutions africaines et occidentales, il mène une croisade singulière : réarmer intellectuellement une génération trop souvent livrée à elle-même.

De Moursal à Harvard : l'architecte d'une discipline africaine

À l'état civil, il s'appelle **Djerassem Djimhotengar**. Il grandit à Moursal, quartier populaire de N'Djamena. Élève au Collège Sacré-Cœur, il se distingue très tôt par une affinité naturelle avec les chiffres.

Les mathématiques deviennent son premier

langage d'excellence.

Il poursuit sa formation à la Faculté des Sciences Exactes et Appliquées de Farcha, avant d'intégrer l'ISSEA (Institut Sous-régional de Statistique et d'Économie Appliquée) à Yaoundé au Cameroun, l'une des écoles les plus sélectives

d'Afrique centrale en économie quantitative.

Il complète son parcours bancaire à l'ITB (Institut Technique de Banque), puis à Kedge Business School en France, où il approfondit finance et management.

Son appétit académique ne s'arrête pas là. Il suit des programmes exécutifs à Harvard University, à The Wharton School de l'University of Pennsylvania, au MIT (Massachusetts Institute of Technology) et à la London School of Economics (LSE). Un itinéraire rare pour un enfant de N'Djamena, qui témoigne d'une discipline méthodique et d'une vision à long terme.

Professionnellement, il entame sa carrière à la BEAC (Banque des États de l'Afrique centrale) au Cameroun, où il passe dix années à construire une expertise rigoureuse en gestion des risques. Il rejoint ensuite la BDEAC (Banque de Développement des États de l'Afrique centrale) en RDC, bras financier du développement régional, comme directeur en charge des risques et de la gestion du portefeuille.

Depuis trois ans, il évolue au sein d'un grand groupe bancaire panafricain, en qualité de

directeur exécutif en charge des risques (Chief Risk Officer) d'une filiale majeure en République Démocratique du Congo. Un poste stratégique dans un contexte financier continental en mutation.

Un parcours d'élite, incontestablement. Mais c'est ailleurs qu'il a décidé de laisser son empreinte.

Ce qui le révolte n'est pas seulement le chômage massif des jeunes africains. C'est l'impréparation: « J'ai rencontré des diplômés de Master qui n'avaient jamais ouvert LinkedIn. Des candidats qui n'avaient pas d'adresse email professionnelle. Des jeunes qui n'ont jamais lu un livre en entier. »

Dans une Afrique où la démographie est un atout stratégique, cette fracture entre diplôme et compétence réelle lui apparaît comme un scandale silencieux. Sur les réseaux sociaux, il constate que la jeunesse consomme davantage de divertissement que de contenus structurants. Alors il décide d'occuper le terrain numérique autrement.

pour l'avenir de notre nation. Recevez toute ma reconnaissance pour votre leadership bienveillant et votre sens élevé du devoir. Continuez à être ce modèle, ce mentor et ce pilier pour la Jeunesse Tchadienne. Nous avons besoin de voix engagées et sincères comme la vôtre.

Que Dieu vous bénisse et vous accorde encore plus de sagesse et de force pour poursuivre cette noble mission.

Avec respect et considération. 🇧🇩
Ton_cadet_Nelson Gouara. 🙏



Ce samedi 21 mars, nous avons célébré la fin d'une aventure exceptionnelle : la formation "Bourse #Réussir Bègou" en Excel Avancé & Power BI !

📊 LES CHIFFRES QUI IMPRESSIONNENT :

- ✅ 583 candidatures reçues
- ✅ 135 participants formés (dont 20 femmes 🙋)
- ✅ 138 certificats de compétence délivrés
- ✅ 4.6/5 de satisfaction globale

UN IMMENSE MERCI à Monsieur Edgard Djimhotengar Djerassem et son programme RÉUSSIR BÈGOU pour votre vision et votre confiance. Votre soutien stratégique a multiplié notre impact par 5 et permis à 3 jeunes méritants de bénéficier de bourses complètes !

Bonsoir Cher aîné **Edgard Djimhotengar Djerassem**
Ce soir je tiens à rendre hommage à cet grand homme, un coach, une source d'inspiration pour moi 🙏❤️
Vos publications me motivent à beaucoup travailler 🙏❤️
Longue vie à vous
[@super fans](#)



#1000merci_Edgard_Respect. 🙏
Cher grand frère **#Edgard #Djimhotengar #Djerassem**,
Je tiens à vous adresser mes sincères remerciements pour l'engagement constant dont vous faites preuve envers la jeunesse de notre pays. Vos orientations, vos conseils avisés sur votre page Facebook et votre disponibilité sont une véritable source d'inspiration pour beaucoup de jeunes compatriotes.
Dans un contexte où les repères peuvent parfois manquer, votre parole éclaire, rassure et guide. Vous semez l'espoir, la discipline et le sens des responsabilités dans les cœurs. Ce que vous faites n'est pas seulement un accompagnement, c'est un investissement précieux

Témoignages de quelques abonnés sur les avantages de l'initiative "Réussir Bègou"



“Réussir Bégou” : Co-construire l’avenir avec exigence et citoyenneté

Le slogan naît presque comme une provocation. **“Bégou”, en arabe tchadien, signifie “par la force”, “obligé”. Face aux discours fatalistes: manque d’électricité, absence de moyens, instabilité politique... il oppose une philosophie radicale : réussir malgré tout. « Je connais les contraintes. Elles sont réelles. Mais elles ne doivent pas devenir des excuses permanentes. Vous allez réussir, même si je dois vous traquer avec des conseils matin, midi et soir. »**

Autour de cette idée se structure un véritable écosystème d’initiatives telles que: **MuscleTonProfil, LisezBonSang, Banquier Bégou...** C’est une architecture de transformation. Les résultats ne se mesurent pas uniquement en abonnés.

Des jeunes décrochent des stages puis des contrats après avoir appliqué ses recommandations. Certains obtiennent des certifications internationales. D’autres découvrent la lecture comme levier d’ascension sociale.

Il évoque une mère de famille qui avait renoncé à toute ambition professionnelle. Elle reprend des

études, obtient un MBA et relance sa carrière.

« Je reçois une vingtaine de témoignages par jour. Ce sont ces histoires qui donnent du sens aux heures investies. » Dans des États où les dispositifs publics d’orientation sont limités, son action comble un vide stratégique.

Transformer le potentiel en leadership : L’Afrique comme terrain de mission

Edgard Djerassem ne cultive pas la posture du sauveur. Il revendique l’exigence. **« Le plus grand obstacle, c’est l’état d’esprit. Le Fixed Mindset. »**

Sa vision peut sembler austère. Elle assume une tension : reconnaître les contraintes structurelles africaines tout en refusant qu’elles deviennent des déterminismes absolus.

Il admet la fatigue, parfois. Mais pas le doute sur la mission. **« Quand je vois l’espoir dans les yeux des jeunes, je n’ai pas le droit de lâcher. »** Pour lui, les dynamiques panafricaines ne naissent pas uniquement des sommets diplomatiques. Elles émergent de milliers d’initiatives locales performantes.

Il travaille à étendre le modèle **“Bégou” au Sénégal, en Côte d’Ivoire, au Burkina Faso, au Cameroun et en RDC**. Sa conviction : si chaque pays structure une jeunesse compétente et disciplinée, l’Afrique tiendra enfin sa promesse démographique.

Il cite souvent **Cheikh Anta Diop** : **« formez-vous, armez-vous de sciences jusqu’aux dents. »** Dans un monde dominé par l’intelligence artificielle, la robotique et une compétition globale féroce, l’improvisation n’est plus une option.

Ni ministre, ni militant classique, **Edgard Djerassem** incarne une figure nouvelle du

leadership africain : celle d’un cadre bancaire devenu architecte de capital humain.

Son champ de bataille n’est pas la rue. C’est l’esprit. Son arme principale : la discipline. Son ambition : transformer une génération d’attentistes en bâtisseurs. Forcer le destin, jusqu’à ce que l’Afrique n’ait plus besoin de le faire par la force. Réussir Bégou en somme.

Et si chaque jeune Africain avait à ses côtés un grand frère comme Edgard Djerassem, prêt à le guider, l’exiger et le pousser à réussir ?



Edgard DJERASSEM
Initiateur de la révolution “Bégou”

«Aujourd’hui Edgard se positionne comme une source de motivation pour toute la jeunesse en quête de savoir, qu’elle soit du Tchad ou partout ailleurs en Afrique.» **Zyzou Deuh'b, Journaliste et blogueur Tchadien**

Edgard Djerassem Djimhotengar incarne un leadership vertueux, alliant rigueur et impact

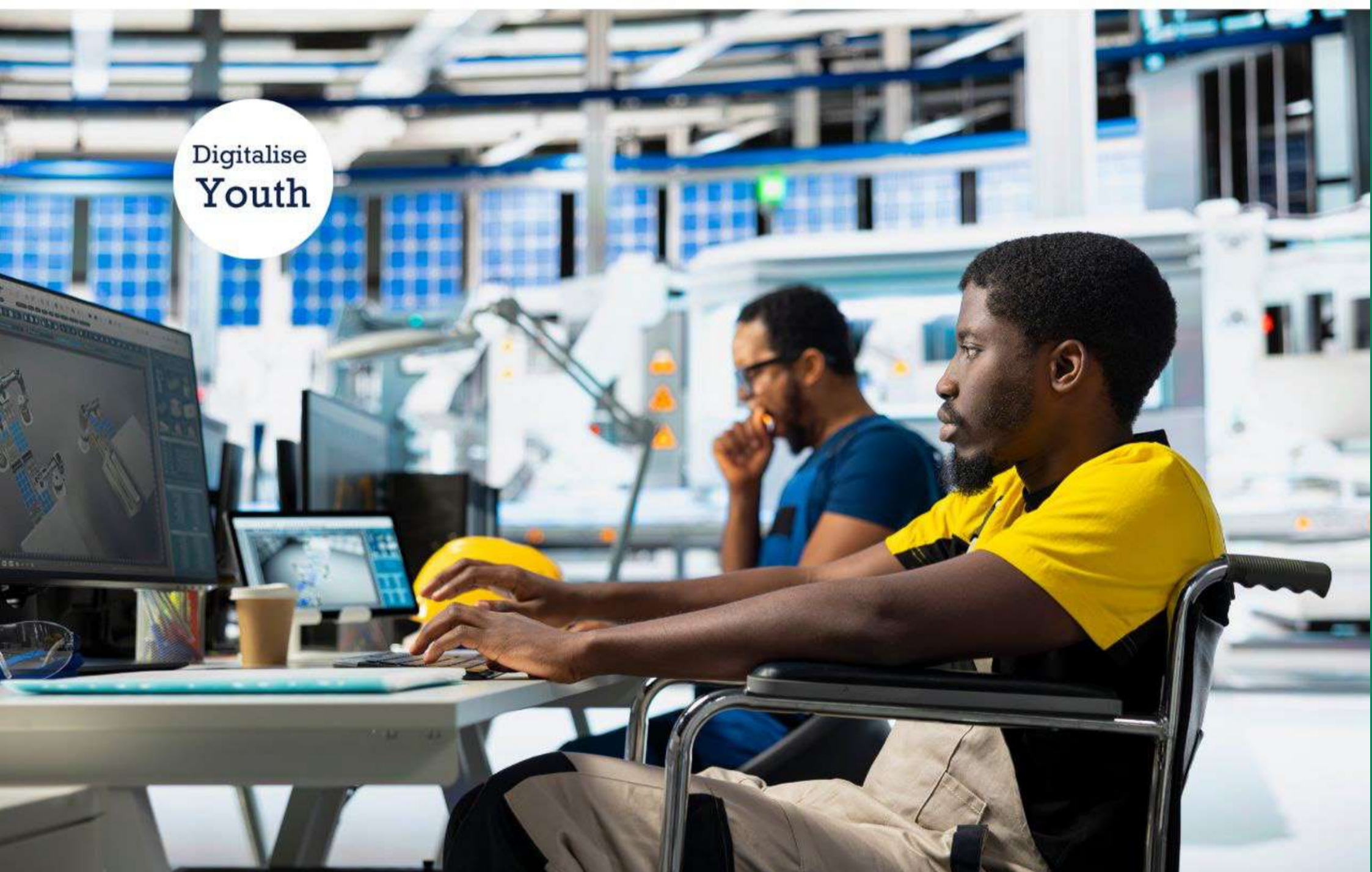
tangible. À travers son concept “Réussir Bégou”, il propose une feuille de route précieuse pour l’épanouissement personnel et collectif. Son approche, ancrée dans la discipline et la vision, transforme les ambitions en réalisations concrètes. Un modèle de détermination qui inspire durablement.

Hervé Ilambadenan

Membre AfricTivistes CitizenLab Tchad



Digitalise
Youth



Conçu et géré par :



Propulsé par :



Digital Democracy Initiative

DÉCRYPTAGE

LE NUMÉRIQUE PEUT-IL DÉMOCRATISER L'ACCÈS À L'ÉDUCATION ?



L'éducation est bien plus qu'un droit fondamental : elle façonne les trajectoires individuelles et conditionne la compétitivité économique et la cohésion sociale. Pourtant, l'accès au savoir reste profondément inégal.

Ces inégalités ne sont pas seulement quantitatives ; elles sont structurelles : zones rurales mal desservies, familles aux ressources limitées, infrastructures insuffisantes, compétences numériques des enseignants inégales. L'éducation, censée corriger les inégalités, les reflète souvent.

Le numérique est perçu comme une promesse : théoriquement, il pourrait dissocier l'apprentissage de la contrainte géographique et matérielle. **Mais attention : il peut tout autant creuser les écarts si les conditions d'accès et les politiques publiques ne suivent pas.**

La question centrale n'est donc plus de savoir si le numérique transforme l'éducation, il le fait déjà. Mais comment l'utiliser pour réduire les inégalités plutôt que les reproduire.

Briser la barrière géographique

L'éducation, moteur d'émancipation et de développement des sociétés, reste un privilège réservé aux zones urbaines dans de nombreux pays africains. Dans les campagnes, écoles éloignées, infrastructures limitées et manque de ressources accentuent les écarts et laissent trop d'enfants sur le bord du chemin.

Au Cameroun, 21% des enfants vivant en zones rurales sont exclus du système scolaire, contre seulement **6,2%** en ville, selon l'**Institut National de la Statistique (2020)**. Les écoles, souvent mal équipées, peinent à répondre aux besoins des élèves.

Au Tchad, les filles sont les premières victimes de ces inégalités. Si le taux brut de scolarisation au secondaire atteint **19%**, il tombe à **9%** pour les filles. Dans le nord du pays, moins de **5%** des adolescentes poursuivent leur éducation, d'après une étude de l'**Unesco** publiée en 2024. Une génération entière peine ainsi à accéder à l'école secondaire.

En République centrafricaine, 26,5% des enfants de 6 à 11 ans et **24,2%** des 12 à 15 ans ne sont pas scolarisés a en croire une enquête de l'**Unicef**. Les manuels sont rares : un seul pour dix élèves dans certaines classes, et ce sont surtout les filles et les enfants des campagnes qui en pâtissent.

Au Togo, les élèves des zones rurales parcourent de longues distances pour rejoindre leur école d'après les statistiques de l'**Unesco** en 2024. Le taux de non-scolarisation au secondaire des filles est deux fois plus élevé que celui des garçons : **40%** contre **20%** et les régions des savanes souffrent d'un déficit marqué en infrastructures scolaires.

Au Soudan, le conflit qui secoue le pays depuis plus de deux ans a privé d'école près de **6,9 millions d'enfants**. **Les trois quarts des enfants et adolescents soudanais,** soit environ **13 millions,** sont ainsi exclus de l'éducation, un

chiffre supérieur à la population de la Belgique. Cependant, certaines écoles rouvrent progressivement, offrant un fragile espoir (**Save the Children, 2025**).

À travers ce tableau non exhaustif, il apparaît clairement que les inégalités éducatives en Afrique, se dessinent selon plusieurs facteurs : distance, genre et ressources disponibles. L'enseignement majeur est le fait que l'accès à une éducation de qualité reste un défi crucial pour les enfants vivant hors des villes, et tout retard dans la réduction de ces inégalités compromet l'avenir d'une génération entière.

Cette "géographie de l'inégalité" se transmet de génération en génération, perpétuant la pauvreté via un faible achèvement scolaire (ex. : **38 %** chez les filles contre **49 %** chez les garçons au primaire au Tchad selon l'Unesco, 2024) et un analphabétisme élevé.

Le numérique peut désenclaver ces territoires. **MOOCs, classes virtuelles, bibliothèques numériques et tutorats en ligne** permettent d'accéder à des contenus de qualité, indépendamment de la localisation. **Par exemple, FUN Mooc (France Université Numérique), Campus AFD ou encore la plateforme d'enseignement à distance MOOC de AfricTivistes Démocratie, Élections et gouvernance,** offrent à des élèves et aux jeunes isolés l'accès à des cours avancés sur des thématiques citoyennes et à des ressources internationales.

La promesse du numérique repose sur un ensemble de conditions minimales : une connexion accessible, abordable et sécurisée, tant en milieu urbain que rural, des équipements adaptés, des enseignants formés et des contenus contextualisés.

En l'absence de ces éléments, le numérique risque d'aggraver les inégalités existantes et de

créer une nouvelle hiérarchie basée sur la littératie numérique.

Les disparités régionales sont marquées, comme le confirment les données du rapport mondial sur l'état du numérique.

Dans le nord de l'Afrique, le Maroc enregistre une pénétration Internet de **74,6%** et **68%** d'utilisateurs de réseaux sociaux, un niveau proche des standards mondiaux qui favorisent l'engagement civique et social en ligne.

En revanche, en Afrique de l'Ouest et centrale, des pays tels que le Mali (35,1% de pénétration) ou **la République démocratique du Congo (30,5%)** restent largement en retrait, avec une majorité de la population hors ligne, limitant ainsi l'inclusion numérique et la

mobilisation citoyenne.

Dans l'Afrique de l'Est et australe, la situation varie entre intermédiaire et favorable.

Le Kenya atteint **45,7%** de pénétration Internet, permettant déjà un engagement significatif via les plateformes numériques, tandis que l'Afrique du Sud, avec **79,6%** de pénétration, bénéficie d'une connectivité solide et d'un environnement propice à un activisme numérique avancé.

Ces différences illustrent que l'accès à Internet, bien qu'essentiel, ne suffit pas. Réduire la fracture numérique et renforcer la participation citoyenne nécessitent de combiner le développement des infrastructures, la réduction des coûts, la formation aux compétences numériques et l'inclusion civique.

Inégalité socio-économique : un obstacle invisible

Si la distance est un facteur tangible, la pauvreté est une contrainte invisible mais tout aussi puissante. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : dans les pays riches, près de **96%** des élèves aisés ont un ordinateur personnel, contre **75%** pour les moins favorisés [**OCDE PISA 2022**] ; **en Afrique subsaharienne**, moins de **20%** des ménages les plus pauvres ont un accès Internet stable.

Le numérique, loin d'annuler ces inégalités, peut les amplifier. On parle même d'un "capital numérique" : la possession d'outils, la maîtrise des environnements numériques et l'autonomie dans l'apprentissage se concentrent chez ceux qui disposent déjà de ressources socio-économiques. Ainsi, un enfant en milieu défavorisé peut être connecté, mais rester désavantagé face à un élève mieux équipé.

Les expériences africaines confirment cette réalité. Au Rwanda, malgré un ambitieux programme de digitalisation et une couverture 4G de **95%**, moins de **40%** des foyers disposent d'une connexion domestique fiable (**ITU Rwanda Digital Report 2024**). Au Bénin et au Cameroun, l'accès au numérique reste largement urbain et privé, et la pandémie de COVID-19 a accentué ces fractures. Même au Sénégal (**ADIE 2025**), l'écosystème numérique est dynamique mais l'inégalité d'appropriation persiste.

Numérique éducatif

quand la politique publique fait la différence

RWANDA

- 95% de couverture 4G sur tout le territoire national
- < 40% des ménages ont accès à internet, freiné par le coût pour les familles

Initiatives digitales ambitieuses:

Smart Rwanda Master Plan - One Laptop per Child

CAMEROUN

- 45% de prévalence d'Internet essentiellement urbain
- +10% des écoles équipées en outils numériques

BÉNIN

- 35% de pauvreté — taux de pénétration de 50% prévu
- 30% des ménages ont accès à Internet — inégalité urbain-rural marquée

Modernisation numérique en cours, forte contrainte budgétaire

SÉNÉGAL

- 50% des hubs numériques accessibles
- Disparités urbain-rural — Éducation numérique inégalement répartie selon les territoires

Le numérique éducatif, un levier d'émancipation à condition que les politiques publiques garantissent l'accès équitable pour les populations.

Par Elsa Rose Ndjoun Cheping & Roland Kassi
Africvistes CitizenLab Cameroun

Digitalise
Youth



Propulsé par
Digital Democracy Initiative

Chiffres clés présentant l'écosystème numérique au Rwanda, Bénin, Cameroun et au Sénégal

Infrastructure et connectivité : la base de l'égalité numérique

Le numérique éducatif repose sur des infrastructures matérielles : fibre optique, satellites, électricité stable, serveurs, régulation des télécoms. Sans cela, aucune plateforme ne peut fonctionner durablement. Selon le rapport **Facts and Figures 2025** de l'**Union internationale des télécommunications (UIT)**, environ **2,2 milliards** de personnes restent hors ligne en 2025, contre **2,3 milliards** en 2024. Le nombre d'utilisateurs d'Internet a atteint **6 milliards**, soit **74 %** de la population mondiale, avec des disparités majeures persistant en Afrique (**36 %**) et dans les pays à faible revenu (**23 %**) avec un très faible débit d'internet.

La connectivité est un bien public stratégique. Dans les pays où elle est chère ou instable, le numérique devient un luxe réservé aux plus favorisés. Il ne s'agit donc pas seulement d'innovation pédagogique, mais d'investissement public, de souveraineté numérique et de planification énergétique. **L'égalité éducative commence dans la fibre et l'électricité, avant même d'arriver dans la salle de classe.**

Contenus, culture et pertinence : le défi symbolique

Enfin, l'accès matériel ne suffit pas. Le numérique transporte des connaissances, mais aussi des valeurs, des hiérarchies et des normes culturelles. D'après le **Class Central Report 2023**, plus de **60 %** des MOOCs sont produits par des institutions nord-américaines ou européennes, et plus de la moitié des contenus sont en anglais. Les apprenants non anglophones ou issus de contextes locaux spécifiques peuvent être symboliquement exclus.

La qualité et la pertinence des contenus sont essentielles : contextualisation linguistique, intégration des savoirs locaux, progression pédagogique et gouvernance éthique des outils (notamment IA) doivent guider la production numérique. L'éducation numérique ne consiste pas seulement à connecter, mais à reconnaître et valoriser la diversité culturelle et cognitive.

Numérique Éducatif : une question de justice et de gouvernance

Au terme de cette analyse, l'évidence est que le numérique n'est pas un correctif automatique des inégalités éducatives. Il est une puissance ambivalente et une force d'intensification. Il révèle, amplifie ou reconfigure les structures existantes selon l'architecture politique, économique et symbolique dans laquelle il s'inscrit.

Les quatre dimensions explorées: géographique, socio-économique, infrastructurelle et symbolique, ne constituent pas des variables indépendantes. Elles forment un système. L'enclavement territorial dialogue avec la pauvreté matérielle, la pauvreté matérielle rencontre l'insuffisance des infrastructures, l'insuffisance des infrastructures influe sur la nature des contenus accessibles, et la qualité symbolique des contenus rétroagit sur la reproduction des hiérarchies sociales. L'inégalité éducative numérique n'est donc pas une fracture linéaire mais c'est une stratification multidimensionnelle.

L'erreur serait de confondre accès et justice. Connecter un territoire ne garantit pas l'appropriation. Distribuer des équipements ne garantit pas l'émancipation. Ouvrir des plateformes ne garantit pas la reconnaissance culturelle.

L'égalité véritable suppose une capacité effective à transformer l'outil technologique en levier de développement intellectuel et d'autonomie critique.

Ainsi, l'enjeu fondamental n'est pas technologique mais normatif. Il s'agit de déterminer quel modèle de justice éducative nous souhaitons inscrire dans l'architecture numérique mondiale.

Un modèle libéral minimal, fondé sur l'accès formel ? Un modèle redistributif, orienté vers la réduction active des écarts ? Ou un modèle pluraliste, soucieux de préserver la diversité des savoirs et des langues dans l'espace digital ?

Le numérique peut réduire les distances physiques, mais il ne réduit pas spontanément les distances sociales. Il peut diffuser des contenus à l'échelle planétaire, mais il ne garantit pas la pluralité des voix. Il peut personnaliser l'apprentissage, mais il peut aussi individualiser les responsabilités au détriment des solidarités collectives.

C'est pourquoi la question de l'égalité éducative numérique est indissociable d'une réflexion sur la gouvernance, la régulation et la production des savoirs. Elle engage les États, les organisations internationales, les acteurs technologiques, mais aussi les communautés locales et les institutions éducatives. Elle exige une coordination entre investissement matériel, politiques publiques, innovation pédagogique et vigilance éthique.

En définitive, le numérique n'est ni une promesse salvatrice ni une menace inéluctable. C'est un espace des possibles. Un espace où se décide la capacité des sociétés à faire de la technologie un instrument d'émancipation plutôt qu'un vecteur de reproduction des hiérarchies.

L'égalité éducative à l'ère numérique ne sera pas le produit d'une avancée technique isolée. Elle sera le fruit d'une volonté collective structurée, capable d'articuler infrastructure, justice sociale et pluralité culturelle. Autrement dit, elle dépend moins de la vitesse de l'innovation que de la profondeur de notre conception de la justice. C'est à cette profondeur que nous sommes appelés.

Elsa Rose Ndjoun Cheping & Roland Kassi
Membres AfricTivistes CitizenLab Cameroun



Encadré

Les chiffres de la fracture socio-numérique

Dans les pays à revenu élevé, **96 %** des élèves du quartile socio-économique supérieur disposent d'un ordinateur dédié.

Ce taux tombe à environ **75 %** pour le quartile inférieur. Dans certains pays d'Amérique latine, l'écart dépasse **35 points**.

Banque mondiale : Accès domestique à Internet

Dans les pays à revenu élevé : plus de **90 %** des ménages du quintile supérieur sont connectés.

Dans les pays à revenu intermédiaire : moins de **30 %** des ménages à faible revenu disposent d'un accès stable.

En Afrique subsaharienne : moins de **20 %** des ménages les plus pauvres ont une connexion domestique fiable.

UNESCO : Continuité pédagogique durant la pandémie

Dans plusieurs pays à revenu faible, près de **50 %** des élèves défavorisés n'ont bénéficié d'aucune solution numérique structurée. Les pertes d'apprentissage ont été significativement plus élevées dans les ménages à faible revenu.

ACTUALITÉS DES CITIZENLABS

AFRICTIVISTES CITIZENLAB BÉNIN : Engagement des jeunes et activisme responsable : l'urgence de la formation



SOURCE : FRIEDRICH EBERT STIFTUNG BÉNIN

Pourquoi former la jeunesse africaine à l'activisme numérique responsable ?

L'essor des réseaux sociaux a profondément transformé les modes d'engagement citoyen des jeunes en Afrique. Cette dynamique est porteuse d'innovation, mais elle expose également les espaces publics numériques à la désinformation, à la polarisation et à une perte de crédibilité des mouvements citoyens lorsque l'activisme n'est pas encadré. ***S'appuyant sur des données récentes et sur l'entretien de l'expert en gouvernance démocratique Gilles Badet, cet article touche du doigt les enjeux d'une formation structurée à l'activisme responsable, analyse les risques liés à un engagement non régulé et propose des pistes d'action pour les organisations de la société civile (OSC) afin de favoriser un activisme éthique, crédible et durable.*** Il scrute aussi, dans une approche scientifique, pourquoi il devient indispensable de former la jeunesse africaine à l'activisme responsable et comment cet effort peut contribuer à renforcer la qualité de la participation citoyenne et la crédibilité des mouvements sociaux sur le continent.

La jeunesse africaine, qui représente plus de **60 %** de la population du continent, est aujourd'hui l'un des acteurs les plus influents des transformations sociopolitiques. Grâce au numérique, elle dispose d'une capacité de mobilisation et d'expression inédite. Et pourtant, cet espace d'opportunité est également celui où circulent massivement de fausses informations, des discours polarisants et des contenus illégaux ou violents. Comme le souligne ***Gilles Badet, « sur les plateformes, on retrouve les vérifiés, les non-vérifiés, les complotistes... un peu de tout », ce qui rend difficile la distinction entre information fiable et contenu toxique. L'activisme occupe alors une place ambivalente.*** Il est à la fois une force de transformation et un espace fragile, où la crédibilité peut être compromise si les jeunes militants ne sont pas formés aux fondamentaux de l'éthique, de la responsabilité et de la vérification de l'information.

Dans ce contexte, les OSC jouent un rôle stratégique. Elles sont au cœur de la transmission des bonnes pratiques citoyennes, de l'encadrement des initiatives engagées et de la consolidation de l'intérêt général.

L'activisme numérique africain face au défi de la crédibilité

L'utilisation d'internet en Afrique regorge des millions d'utilisateurs, un terrain fertile pour plus d'un de faire du militantisme, c'est la tendance. Beaucoup de jeunes s'engagent désormais à travers des actions numériques, souvent spontanées, parfois impulsives, et dans des environnements où les informations circulent plus vite qu'elles ne peuvent être vérifiées. L'expert **Gilles Badet** rappelle que cette dynamique expose les jeunes à un risque non négligeable : perdre la confiance du public lorsqu'ils s'appuient sur des données non fondées ou défendent des causes peu pertinentes.

Selon lui, « une fois, c'est bon, mais deux ou trois fois, ce n'est pas sûr que les gens vont continuer à vous croire ». Le capital de crédibilité devient ainsi un élément essentiel, sans lequel l'activisme perd son impact politique. ***Les études sur la désinformation en Afrique montrent également que les jeunes sont des cibles privilégiées de la manipulation. Sans formation, ils peuvent contribuer involontairement à amplifier de fausses nouvelles, nourrir des controverses inutiles ou renforcer des tensions communautaires.***

La circulation non régulée de ces contenus compromet alors la légitimité des causes citoyennes et fragilise l'espace public. Former les jeunes permet de réduire ces dérives, mais surtout de transformer l'activisme en un outil d'influence positive fondé sur la rigueur, la compétence et l'éthique.

Les risques d'un activisme non encadré : tensions démocratiques, violences numériques et fragilité institutionnelle

Un activisme non formé génère des risques multiples. Le premier est la perte durable de confiance. Dans un environnement où les institutions publiques sont souvent perçues comme peu transparentes, la société civile se présente comme une alternative crédible. Cependant, lorsque les jeunes militants qui la composent ne maîtrisent ni les cadres juridiques, ni les règles de communication responsable, ni la vérification des sources, la confiance du public vacille. Badet insiste sur la nécessité de maîtriser « les lois qui protègent les défenseurs des droits de l'homme, la vie privée ou encore les lois qui encadrent la communication », pour éviter les dérives et garantir une action citoyenne sécurisée. ***L'absence de formation peut exposer les jeunes à des sanctions judiciaires, à la stigmatisation, mais aussi à des formes de violence en ligne qui s'intensifient sur le continent.***

L'activisme non encadré accroît également la polarisation. L'usage impulsif des réseaux sociaux, la recherche de viralité et la tendance à s'exprimer sous le coup de l'émotion favorisent les conflits numériques. À long terme, cela contribue à fragiliser les initiatives citoyennes sérieuses et à brouiller les frontières entre engagement social, militantisme éclairé et agitation en ligne. ***Les OSC, confrontées à ces dérives, voient leur mission compliquée, car elles doivent constamment reconstruire la confiance, structurer le débat public et corriger les excès des jeunes militants.***

Le rôle stratégique des OSC dans la construction d'un activisme responsable

Les propos de Gilles Badet montrent que les OSC ne peuvent plus se contenter d'impliquer les jeunes, elles doivent désormais structurer leur engagement.

Cela implique de « prendre au sérieux l'activisme des jeunes », d'intégrer leurs spécificités dans les programmes de formation et de mettre en place des mécanismes de mentorat. En Afrique, plusieurs initiatives montrent déjà l'importance de l'accompagnement intergénérationnel, où les jeunes apprennent des anciens militants la discipline, la rigueur et la cohérence qui permettent à un mouvement de durer.

L'approche la plus pertinente repose sur une transmission équilibrée entre savoirs théoriques (cadres juridiques, éthique, communication) et savoirs pratiques (expériences, études de cas, immersion dans des réseaux citoyens). Pour Badet, il est essentiel de « mettre les jeunes dans les réseaux » afin qu'ils échangent avec d'autres organisations ayant une expérience avérée des luttes citoyennes. Cette confrontation aux meilleures pratiques leur permet de comprendre que l'activisme n'est pas un espace de concurrence, mais un champ de coopération orienté vers l'intérêt général. L'objectif est donc d'instaurer un environnement d'apprentissage continu, où la compétence, l'impartialité et la responsabilité deviennent les repères fondamentaux de l'engagement citoyen. Ainsi, loin de brider la créativité des jeunes, cette formation renforce leur capacité d'innovation tout en assurant la durabilité et la crédibilité de leurs actions.

Former la jeunesse africaine à l'activisme responsable est un enjeu majeur pour la consolidation démocratique du continent. Dans un espace public marqué par la désinformation, l'instabilité et la défiance, la qualité de l'engagement citoyen conditionne la capacité des jeunes à influencer durablement les politiques publiques et à défendre efficacement l'intérêt général. L'entretien avec **Gilles Badet** montre que la crédibilité, l'impartialité et la compétence sont les piliers indispensables d'un activisme efficace.

Le rôle des OSC apparaît central : elles doivent accompagner, structurer et professionnaliser l'engagement des jeunes pour en faire une force transformatrice. **Un activisme responsable ne limite pas la liberté d'expression ; il l'amplifie en lui donnant du sens, de la légitimité et un impact mesurable.** La jeunesse africaine, bien formée, peut ainsi devenir le moteur d'une société civile plus forte, plus éthique et plus influente.



ARTICLE DE BLOG

**ENGAGEMENT
DES JEUNES
ET ACTIVISME
RESPONSABLE
AU BENIN :
L'URGENCE DE
LA FORMATION**



Kevin da SILVA

Membre AfricTivistes CitizenLab Bénin

AFRICTIVISTES CITIZENLAB CAMEROUN : L'école peut-elle encore transformer la société camerounaise ?



Pendant longtemps, l'école camerounaise n'a pas seulement été un lieu d'apprentissage académique. Elle était un espace de formation du citoyen, un creuset de valeurs communes où se construisaient le respect de l'autre, le sens du devoir et l'attachement au bien public. Aujourd'hui, face aux crises sociales, morales et civiques que traverse le pays, une question s'impose : l'école peut-elle encore être un levier de transformation sociale au Cameroun ?

Les transformations du système éducatif camerounais

Depuis les années 1990, les programmes scolaires camerounais ont connu plusieurs mutations profondes qui ont progressivement redéfini le rôle de l'école.

Le premier tournant majeur est le retrait progressif de l'éducation civique et morale en tant que pilier structurant de la formation. Cette matière, autrefois centrale, inculquait les notions de citoyenneté, de responsabilité, de respect des biens publics et de vivre-ensemble. Sa marginalisation a laissé un vide normatif que ni les familles ni les autres disciplines n'ont réellement comblé.

Le deuxième changement réside dans la focalisation excessive sur la performance académique et les examens. L'école s'est transformée en une usine à diplômes, où la réussite se mesure davantage par les notes que par la capacité à devenir un citoyen responsable et engagé.

Enfin, le troisième bouleversement concerne le décalage croissant entre les programmes et les réalités contemporaines. Numérique, entrepreneuriat, écocitoyenneté, pensée critique ou culture démocratique restent marginales, alors même qu'elles structurent la société moderne.

D'hier à aujourd'hui : l'école comme miroir de la société

Avant ces transformations, la société camerounaise reposait davantage sur des repères collectifs : respect de l'autorité, solidarité communautaire, retenue face à l'incivisme et attachement au bien commun. L'école jouait un rôle discret mais fondamental de régulation morale. pas une société idéale mais un signal vrai d'un équilibre en construction

Aujourd'hui, le paysage social a changé. Montée de l'incivisme, banalisation de la corruption, perte de confiance dans les institutions et crise du vivre-ensemble sont devenues des réalités visibles. Certes, l'école n'est pas l'unique responsable. Mais elle n'est plus ce socle éducatif capable d'anticiper et de corriger les dérives sociales.

Quand l'éducation refonde une nation : l'exemple du Rwanda

L'expérience du Rwanda illustre pourtant le pouvoir transformateur de l'éducation. Après le génocide de **1994**, le pays a fait de l'école un outil stratégique de reconstruction nationale : réintroduction de l'éducation civique, enseignement de l'unité nationale, promotion de l'éthique, du numérique et de l'innovation.

Cette politique éducative volontariste a contribué à forger une jeunesse disciplinée, une administration plus efficace et une société tournée vers la reconstruction, malgré des défis encore réels.

Repenser l'école camerounaise : espoir et vigilance

Oui, l'école peut encore changer la société camerounaise à condition d'en redéfinir clairement la mission. Cela implique de réintroduire une éducation civique moderne et critique, de former les enseignants comme éducateurs de citoyens, d'aligner les programmes sur les enjeux actuels et de reconnecter l'école aux communautés.

Mais des garde-fous sont indispensables : une éducation civique sans esprit critique devient endoctrinement ; une réforme sans moyens reste symbolique ; une école instrumentalisée politiquement perd sa crédibilité.

Si l'école façonne les citoyens de demain, quelle société sommes-nous en train de construire à travers ce que nous enseignons ou choisissons de ne plus enseigner aujourd'hui ?

La réponse à cette question déterminera si l'école camerounaise redeviendra un moteur de transformation sociale ou restera le simple reflet de nos contradictions collectives.

Kendjou Taka Gabriel
Membre AfricTivistes CitizenLab Cameroun

AFRICTIVISTES CITIZENLAB TCHAD : L'éducation aux médias et à l'information : un moteur de citoyenneté pour les jeunes

Dans un monde saturé d'informations, l'éducation aux médias et à l'information (EMI) devient un outil essentiel pour favoriser la participation citoyenne des jeunes. Elle leur offre les clés pour comprendre, analyser et agir dans un environnement informationnel complexe.



Développer l'esprit critique

Dans un monde saturé d'informations, l'éducation aux médias et à l'information (EMI) devient un outil essentiel pour favoriser la participation citoyenne des jeunes. Elle leur offre les clés pour comprendre, analyser et agir dans un environnement informationnel complexe.

L'EMI apprend aux jeunes à vérifier les sources, repérer les biais et identifier la désinformation ou les discours manipulateurs. Grâce à ces compétences, ils deviennent capables de se forger une opinion éclairée et de prendre part, de manière argumentée, aux débats publics.

Comprendre le fonctionnement des médias et des espaces publics

Au-delà de la simple analyse, l'EMI encourage les jeunes à s'exprimer et créer. Clubs EMI dans les établissements scolaires et universitaires, production de contenus, écriture et prise de parole... autant de pratiques qui permettent aux jeunes de faire entendre leur voix, notamment dans les espaces numériques.

Savoir comment circulent l'information, les idées et les rapports de pouvoir dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux permet aux jeunes de s'engager de manière consciente et responsable dans la vie démocratique.

Encourager une citoyenneté numérique responsable

L'EMI favorise l'engagement et l'action collective, en incitant à la participation à des débats, projets collaboratifs, actions locales, mobilisations en ligne, ou encore à l'implication dans des instances démocratiques comme les conseils de jeunes et associations.

L'éducation aux médias sensibilise également aux droits et devoirs en ligne : liberté d'expression, respect d'autrui, protection des données personnelles... Ces apprentissages contribuent à rendre les échanges plus constructifs dans l'espace public.

En définitive, lorsque l'EMI est pensée comme un levier d'émancipation et d'engagement, elle transforme les jeunes de simples consommateurs d'information en acteurs à part entière de la vie citoyenne.

Alphonsine Madjilem

Membre AfricTivistes CitizenLab Tchad

AFRICTIVISTES CITIZENLAB GUINÉE : Intelligence Artificielle (IA) et démocratie : où en est la Guinée ?



Pr Gayo DIALLO
Expert IA, cofondateur
de IA4Africa et
enseignant chercheur à
l'Université de Bordeaux

Le 31 décembre 2026, conformément à l'exécution de son plan d'action, AfricTivistes CitizenLab Guinée a organisé un webinaire sous **le thème "défis et opportunités de l'Intelligence Artificielle (IA) pour la Guinée"**.

Il a été animé par **Pr Gayo DIALLO, Expert IA, cofondateur de IA4Africa et enseignant chercheur à l'Université de Bordeaux.** L'expert a mis cette occasion à profit pour faire le diagnostic et étayer les enjeux de l'adoption de l'IA en Guinée.

C'est à l'endroit d'une dizaine de participants issus d'organisations de la société civile, des médias, d'étudiants et de jeunes passionnés par les technologies de l'information et de la communication que le Pr Gayo DIALLO a adressé son diagnostic de l'IA et du numérique en Guinée. Lors de cette séance virtuelle de près de 2 heures, le professeur des universités a, tout d'abord, dénoncé le retard de la Guinée en la matière, alors que l'IA s'impose comme un levier de développement un peu partout à travers le monde. «Il n'y a pas de cap, pas de feuille de route claire», déplore-t-il, en pointant du doigt une gestion opaque et sans coordination des initiatives et des fonds disponibles pour le numérique en général.

Aux dires de l'expert, cette carence politique se double d'un déficit criard de formation. Les programmes éducatifs, du primaire à l'université, ne préparent pas la jeunesse guinéenne aux révolutions technologiques en cours, fustige-t-il. « Comment parler d'IA si les bases du numérique et des mathématiques appliquées ne sont pas solidement ancrées dans nos enseignements ? », s'est interrogé Diallo. Il appelle à une refonte urgente des programmes de formation et à l'introduction de l'IA dès le plus jeune âge, pour en expliquer le fonctionnement, les limites et les risques.

Durant ce webinaire, Pr Gayo DIALLO est longuement revenu sur la notion de souveraineté numérique. **Il affirme pour sa part que la Guinée ne peut pour le moment se prévaloir d'une quelconque souveraineté numérique, tant ses «données transitent par d'autres serveurs», installés et contrôlés depuis l'étranger : «Pour développer une IA nationale pertinente, il faut maîtriser ses données.** Or, la Guinée voit ses informations sensibles, notamment sanitaires, stockées sur des serveurs étrangers. Comment bâtir une intelligence artificielle dans le secteur de la santé si nos propres données épidémiologiques ne sont pas sur notre sol ? », s'interroge l'expert. Selon lui, la priorité est donc d'élaborer une politique nationale de la donnée pour collecter, protéger et valoriser ce patrimoine qu'il qualifie de «stratégique.»

Ensuite, l'expert a abordé la question relative au capital humain. Il explique que le développement de l'IA ne peut se faire en comptant uniquement sur des experts étrangers souvent loin de nos réalités. **« Nous devons former nos propres talents, donner les moyens à notre diaspora qualifiée de contribuer ici », a sollicité Pr Diallo.** C'est la condition sine qua non pour que l'IA soit un outil d'émancipation pour la Guinée. Il est également revenu sur la nécessité de développer des intelligences artificielles capables de comprendre et de traiter les langues nationales guinéennes. Un impératif pour que la technologie ne soit pas l'apanage d'une élite et qu'elle profite réellement à l'ensemble de la population.

Malgré ces défis, l'IA représente une opportunité majeure pour la marche démocratique de la Guinée. **Selon Pr DIALLO, grâce à l'IA les citoyens peuvent mieux contrôler la gestion du pays: «L'IA peut renforcer la démocratie en améliorant la transparence des processus publics et en facilitant la participation citoyenne via des plateformes d'échange multilingues et accessibles, même dans les zones reculées.»** Il souligne que l'IA doit être dans le quotidien désormais, « nous devons l'intégrer dans notre quotidien, l'IA est un atout.»

L'échange avec l'expert s'est achevé par une séance de questions réponses, avant la clôture par le modérateur **Sally Bilaly Sow, coordinateur d'AfricTivistes CitizenLab Guinée.**

Le webinaire a été diffusé en direct sur X (anciennement twitter), où des internautes ont suivi les moments forts et posé des questions. Devant la pertinence du thème et la qualité de l'intervention, certains participants ont nourri l'idée d'un échange en présentiel avec le Pr Gayo DIALLO sur d'autres thèmes en lien avec l'IA.



Ce webinaire a permis d'analyser les défis liés à l'adoption de l'IA en Guinée. Elle a aussi démontré que la course à l'IA n'est pas encore perdue, mais nécessite un sursaut national à travers l'adoption d'une stratégie claire, la refonte et l'intégration de l'IA à l'école, sans oublier le contrôle des données et l'investissement massif dans les compétences locales et de la diaspora.

Cette séance est la première du genre organisée par AfricTivistes CitizenLab Guinée. Conformément à son planning d'activités, d'autres webinaires sont prévus durant les jours à venir sur des thèmes en lien avec les technologies numériques. AfricTivistes CitizenLab Guinée est un laboratoire d'innovation, de co-création qui vise à promouvoir le numérique en Guinée.

Mamadou Ciré Barry
Membre AfricTivistes CitizenLab Guinée

AFRICTIVISTES CITIZENLAB SÉNÉGAL : **le numérique au service de l'action citoyenne**

Le 21 février 2026, AfricTivistes CitizenLab Sénégal a organisé une formation en ligne sur le thème : « Utilisation des plateformes numériques pour participer à la vie publique ».

Animée par Ndeye Fatou Diouf, cette session a réuni des jeunes engagés, des membres d'organisations de la société civile et des acteurs communautaires désireux de mieux comprendre comment le numérique peut devenir un véritable levier d'action citoyenne.

Pourquoi cette formation ?

À une époque où les plateformes numériques occupent une place centrale dans nos sociétés, il ne suffit plus de partager de l'information. L'objectif était clair : montrer que le numérique peut renforcer le pouvoir citoyen lorsqu'il est utilisé de manière stratégique, responsable et engagée.

Comprendre les enjeux

Cette première séquence a permis d'analyser :

- Le rôle des plateformes numériques dans la participation citoyenne
- Les opportunités offertes par le digital pour amplifier les voix citoyennes
- Les risques liés à la désinformation, à la manipulation de l'opinion et au cyberharcèlement
- Des études de cas africaines illustrant les initiatives réussies et défis rencontrés

Les participants ont ainsi pu prendre du recul sur l'impact réel des outils numériques dans l'espace civique africain.

Passer à l'action

La deuxième partie de la formation a mis l'accent sur le pratique et le concret :

- Élaboration de stratégies d'engagement digital
- Création de campagnes citoyennes en ligne
- Utilisation des données et outils numériques pour le plaidoyer
- Bonnes pratiques pour un activisme responsable et sécurisé

Une session interactive et participative

La formation a offert une vraie place aux échanges :

- Sessions de questions / réponses
- Recommandations pratiques adaptées aux contextes locaux

Ces interactions ont démontré l'intérêt croissant des jeunes et des organisations de la société civile pour une utilisation stratégique, responsable et impactante du numérique.



Ces chiffres confirment que le numérique peut devenir un véritable levier d'engagement citoyen lorsqu'il est maîtrisé.

Thème

LE NUMÉRIQUE PEUT-IL RENFORCER LE POUVOIR CITOYEN ?

Nous sommes à l'ère de la cyberdémocratie qui est une période caractérisée par l'utilisation accrue du numérique facilitant l'accès à l'information et le dialogue direct entre les citoyens et les institutions.



Ndeye Fatou Diouf

Chargée de la communication digitale
AFRICTIVISTES



Digitalise
Youth


www.citizenlabsenegal.org

Conçu et géré par



Propulsé par



Digital Democracy Initiative

Vers un engagement citoyen renforcé

Cette initiative confirme une réalité : le numérique ne remplace pas l'engagement citoyen, mais il peut l'amplifier lorsqu'il est maîtrisé.

À travers cette formation, AfricTivistes CitizenLab Sénégal poursuit sa mission :

- Renforcer les capacités des acteurs citoyens
- Élargir l'espace civique en Afrique

Un grand merci à la formatrice et à tous les participants pour leur engagement et leur dynamisme. D'autres initiatives suivront pour outiller les acteurs citoyens face aux défis du numérique.

AFRICTIVISTES CITIZENLAB MAURITANIE : Le lab **Initie les jeunes aux enjeux de la citoyenneté numérique**

Du 30 septembre au 4 octobre 2025, l'association AfricTivistes CitizenLab Mauritanie, en partenariat avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Dakar, a organisé une session de formation destinée à dix jeunes Mauritaniens sur la citoyenneté à travers le numérique. Il est inscrit dans le cadre du projet « **Citoyenneté numérique et engagement civique : Autonomiser la jeunesse mauritanienne par une démocratie participative** ». Ce dispositif part d'un constat : plus de **70 %** des jeunes mauritaniens utilisent un smartphone, mais seuls quelques-uns disposent des compétences nécessaires pour produire des contenus responsables, porteurs de changement et mobilisateurs de citoyenneté. Dans un pays où près de **60 %** de la population a moins de **25 ans**, il s'agit de transformer cette jeunesse connectée en acteurs de la démocratie.



Lors de son allocution, **Maimouna Lo, présidente d'AfricTivistes CitizenLab Mauritanie**, a déclaré : « Cette formation vise à outiller ces jeunes pour qu'ils deviennent des créateurs de récits citoyens, capables de sensibiliser, mobiliser et inspirer leurs communautés. À travers des vidéos, des podcasts, des infographies et des témoignages, ils porteront la voix d'une jeunesse engagée, inclusive et consciente de ses responsabilités. » Cette organisation, pionnière de l'innovation civique, réaffirme son rôle central. **« Notre mission est de créer un écosystème civique numérique, où chaque jeune, quelle que soit sa région ou son origine, peut s'exprimer librement, en toute sécurité, et contribuer à une gouvernance plus ouverte », a-t-elle précisé.** L'organisation indique avoir formé plus de **300** jeunes à ce jour et viser **125** jeunes supplémentaires, dont au moins **40 %** seront des femmes, afin de garantir une participation équitable.

Céline Abeln, responsable des affaires régionales à l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Dakar, a salué le projet et encouragé les jeunes dans leur engagement citoyen. **Fatimata Kane, représentante de la Délégation régionale de Nouakchott Ouest**, a rappelé que l'ère numérique exige à la fois liberté d'expression et responsabilité collective : « L'internet que nous construisons dépend de nous tous. Il peut être un espace de progrès, de solidarité et de créativité, à condition que nous en fassions bon usage. »

Elle a exhorté les jeunes à devenir des acteurs actifs de ce monde numérique. Au nom du **Ministère de l'Autonomisation des Jeunes, de l'Emploi et du Service Civique**, **Fatimata Kane** a réitéré l'appui du Ministère envers **AfricTivistes CitizenLab** Mauritanie. **Maimouna Lo** a remercié chaleureusement **l'Ambassade des Pays-Bas, les partenaires locaux et les institutions publiques, ainsi que les jeunes, au cœur de cette transformation**. Elle a conclu : « Ce projet est le vôtre. Ce smartphone que vous tenez entre vos mains est un outil puissant : utilisez-le pour informer, mobiliser et construire. »



Durant la formation, les participants ont été initiés à la rédaction, au cadrage, au montage et à la diffusion de contenus sur les réseaux sociaux. Selon **Cherif Abdoul Aziz Touré, journaliste sénégalais et animateur de la session**, le journalisme mobile dispose d'un pouvoir particulier pour construire des récits responsables et porteurs de changement au sein des communautés. **À l'issue de la formation, les dix jeunes ont produit des contenus sur des thématiques telles que l'immigration, l'identité culturelle et le port du voile, la gestion de l'eau à Nouakchott et l'insalubrité dans la capitale mauritanienne**. Ces productions visent à sensibiliser et à encourager la citoyenneté. Des attestations de participation et de réussite ont été remises aux dix jeunes bénéficiaires.



AfricTivistes CitizenLab Mauritanie continue d'accompagner les jeunes vers une citoyenneté numérique responsable et une démocratie participative en Mauritanie, réaffirmant son engagement en faveur d'un écosystème civique numérique sûr, inclusif et innovant.

AFRICTIVISTES CITIZENLAB MADAGASCAR : ***Lancement du Programme JADEN : Former une Nouvelle*** ***Génération de Leaders Citoyens à l'Ère du Numérique*** ***à Madagascar***

Le 29 novembre dernier, le programme JADEN (Jeunes Ambassadeurs de la Démocratie à l'Ère du Numérique) a officiellement démarré avec une ambition forte : former une nouvelle génération de jeunes leaders engagés dans la démocratie, la participation citoyenne et la civic-tech. Porté par Isika, ce programme constitue une initiative majeure pour renforcer la citoyenneté active à l'ère du digital.



Jour 1 : Une Entrée en Matière Inspirante

Dès le premier jour, des jeunes motivés et engagés se sont rassemblés pour explorer les interactions entre démocratie, citoyenneté et transformation numérique. L'objectif ? Devenir des acteurs du changement et des leaders éclairés capables d'impulser des dynamiques positives au sein de leur communauté.

Ce premier jour a été marqué par des sessions interactives et des discussions enrichissantes sur les enjeux de la participation citoyenne à l'ère du numérique.

Jour 2 : Focus sur la Gestion de Projets Communautaires

La deuxième journée du programme a mis l'accent sur un aspect essentiel : la gestion de projets communautaires. Former les jeunes à concevoir, structurer et mener à bien des initiatives locales est crucial pour garantir un impact durable.

En s'appuyant sur une approche pratique et participative, les participants ont développé leurs compétences en planification, gestion des ressources et mobilisation citoyenne. Cette phase du programme renforce ainsi leur capacité à influencer positivement leur environnement et à faire entendre leur voix dans les processus de décision.



Un Programme Prometteur pour l'Avenir

Le programme JADEN ne fait que commencer et promet d'accompagner ces jeunes ambassadeurs dans un parcours formateur et inspirant. En leur fournissant des outils concrets et des compétences stratégiques, Isika aspire à faire émerger une nouvelle génération de leaders citoyens, capables d'agir efficacement pour un avenir plus inclusif et participatif.

Lova Mahanina
Membre AfricTivistes CitizenLab Madagascar

ACTUALITES AFRICAINES

LES ENCADRÉS

En novembre **2025**, AfricTivistes a connu une actualité particulièrement riche et dynamique. De nombreuses actions, initiatives et activités ont été menées à différents niveaux, traduisant l'engagement constant du réseau en faveur de la participation citoyenne, de l'innovation démocratique et du renforcement des capacités des acteurs de la société civile.

Ce mois a été marqué par **une mobilisation soutenue, des collaborations stratégiques et la mise en œuvre de projets structurants**, témoignant du dynamisme et de l'impact croissant d'AfricTivistes sur le continent.

Dialogue Migration

Depuis **2022**, Dialogue Migration vous accompagne dans la compréhension des dynamiques migratoires africaines face au narratif et à la représentation négatifs entretenus. Depuis septembre, la plateforme s'est dotée d'un **assistant virtuel dénommé "Aïsha"**.

Disponible 24h/24, il permet aux utilisateurs d'accéder facilement aux contenus de la plateforme. <https://dialoguemigration.com/fr/>

Chatbot KHadija

Lancée en septembre 2022, **Khadija** marque une avancée majeure dans la lutte contre le cyberharcèlement et la promotion d'un usage responsable des réseaux sociaux en Afrique francophone sub-saharienne. Il est le prolongement de la campagne **#TaxawTemm! Aar Sunu Bopp**, cet assistant virtuel intelligent accompagne les jeunes et les femmes dans leur navigation en ligne. <https://taxawtemm.net/>

TikTok West Africa Safety Summit

Le mardi **18 novembre 2025**, AfricTivistes s'est tenu aux côtés de TikTok lors du tout premier Sommet sur la Sécurité en Afrique de l'Ouest, un événement qui a réuni des acteurs publics et privés de plusieurs pays de la région. L'objectif : renforcer la protection des utilisateurs et adapter les mécanismes de modération aux réalités locales, dans un contexte où de nombreuses menaces fragilisent la confiance des citoyens envers les plateformes numériques, dont TikTok.

AfricTivistes a connu une actualité particulièrement riche et dynamique. De nombreuses actions, initiatives et activités ont été menées à différents niveaux, traduisant l'engagement constant du réseau en faveur de la participation citoyenne, de l'innovation démocratique et du renforcement des capacités des acteurs de la société civile.



Election Civic Tech Fund

En **juin 2025**, AfricTivistes a lancé un fonds doté de **175 000 euros**, soutenant financièrement des jeunes innovateurs ainsi que des organisations qui développent des outils numériques au service de la transparence et de l'éducation civique en Afrique. Les **12 projets** bénéficiaires ont été annoncés en **décembre 2025**.

Les **12 projets** bénéficiaires ont rapidement avancé dans leurs projets civic tech respectifs, visant à renforcer la participation électorale inclusive, la transparence et l'intégrité des processus électoraux.

En Guinée, la version modernisée de la plateforme **#GuinéeVote de ABLOGUI** a renforcé le suivi citoyen des processus électoraux et la participation démocratique lors de la présidentielle de **décembre 2025**.

Au Soudan du Sud, l'initiative Electoral Fact-Checking Initiative South Sudan forme des jeunes journalistes et étudiants à la vérification des faits, soutient la production de contenus électoraux fiables via un réseau de fact-checkeurs, et développe une plateforme numérique pour lutter contre la désinformation.

En Mauritanie, l'ONG ADRES met en place un observatoire citoyen et un chatbot WhatsApp pour faciliter l'accès des jeunes à l'information juridique électorale et promouvoir une participation inclusive.

Au Cameroun, le projet **My Vote My Voice 2.0** de Action for Development and Empowerment permet de signaler les irrégularités électorales et de renforcer la participation des jeunes, des femmes et des groupes sous-représentés via l'application VoteCam, des podcasts et des activités de littératie civique.

En Éthiopie, le Consortium for Networking and Development (COND) à travers la civic tech, outille des OSC dirigées par des jeunes et des femmes pour des formations avec des technologies civiques numériques en vue des élections de **2026**.

Election Civic Tech Fund

175 000 € pour l'innovation civique en Afrique



AfricTivistes

Guinée



#GuinéeVote

Suivi Citoyen Électoral



Soudan du Sud



Vérification des Faits



Chatbot Juridique

12 Projets Gagnants !

Cameroun



VoteCam & Engagement Jeunes



Mauritanie



Chatbot Juridique



Transparence & Participation Électorale



Dynamique des CitizenLabs : innover, former, mobiliser

À travers leurs zones d'intervention, les CitizenLabs poursuivent leur engagement en faveur d'une citoyenneté active et éclairée, en alliant innovation numérique, éducation civique et participation citoyenne. Durant le mois de janvier :

- **CitizenLab Tchad** a lancé le podcast « Être citoyen au Tchad », un format pédagogique qui vulgarise les droits et devoirs consacrés par la Constitution et les rend accessibles au grand public.
- **CitizenLab Mauritanie** a organisé une formation pratique en citoyenneté numérique et leadership civique, réunissant 25 jeunes du Ksar autour des enjeux d'engagement et de responsabilité en ligne.
- **CitizenLab Bénin** a produit un documentaire de 30 minutes donnant la parole à des expertes sur les violences basées sur le genre facilitées par la technologie, contribuant ainsi à une meilleure compréhension de ces phénomènes.
- **CitizenLab Sénégal** a publié quatre épisodes de son podcast dédiés à la participation citoyenne et à la sécurité numérique, mettant en lumière les missions et actions de son laboratoire.
- **CitizenLab Cameroun** a mené une campagne de sensibilisation sur les droits et responsabilités citoyennes à l'ère du numérique, mobilisant divers publics autour des enjeux d'engagement civique.
- **CitizenLab Guinée** a animé un webinaire gratuit sur la démocratie à l'ère de l'intelligence artificielle, sensibilisant jeunes et acteurs civiques aux opportunités, aux défis et aux usages responsables de l'IA.



AfricTivistes Décrypte

AfricTivistes a lancé un nouveau concept, « AfricTivistes Décrypte », destinée à analyser, contextualiser et expliquer les grands enjeux politiques et démocratiques à l'échelle du continent africain. Présentée par **Papa Ismaila Dieng, Chargé de plaidoyer à #AfricTivistes**, et enrichie par la participation d'experts et d'acteurs issus des pays concernés, AfricTivistes Décrypte offre un cadre pour comprendre et décrypter l'actualité politique et démocratique en Afrique.
https://youtu.be/_3rz43OsR5Y

AfricTivistes Décrypte

Farafina Elections

Au mois de janvier, la plateforme Farafina Elections a poursuivi sa dynamique de croissance, soutenue par un intérêt croissant pour les élections africaines prévues en 2026 et par l'engouement suscité par son calendrier électoral interactif.

Pour rappel, Farafina est une plateforme numérique innovante consacrée aux élections et aux processus électoraux en Afrique. Pensée comme un guichet unique, elle centralise et facilite l'accès à des données électorales, juridiques, démographiques et institutionnelles fiables, organisées par pays et croisées par thématiques, afin d'offrir une information structurée, accessible et vérifiée.

<https://farafina.tech/>



CitizenLab Sénégal

Mai 2026

Formation présentielle à Thiès : Cybersécurité et Protection des données, atelier pratique à l'endroit des jeunes et des OSC à Thiès (centre du Sénégal) pour renforcer leurs compétences en cybersécurité et en protection des données personnelles. Organisé en partenariat avec des universités et des experts, cet atelier vise un usage plus responsable et sécurisé du numérique.

En mai la Plateforme de Plaidoyer et de Signalement Citoyen sera lancée. La plateforme de signalement arrive à sa version finale. Elle permettra désormais aux citoyens sénégalais de dialoguer directement avec les institutions et entreprises pour plus de transparence et de redevabilité.

CitizenLab Guinée

Mars – Avril 2026

Campagne de sensibilisation sur la sécurité numérique : prévue de mars à avril cette campagne vise à renforcer les capacités des citoyens, en particulier des jeunes et des acteurs de la société civile, sur les bonnes pratiques en matière de sécurité numérique.

Des contenus pédagogiques (infographies, visuels et capsules vidéo) seront diffusés sur les réseaux sociaux pour toucher un public plus large. La campagne inclura également des ateliers pratiques et des échanges interactifs, permettant aux participants de mieux sécuriser leurs outils numériques et de promouvoir une culture du numérique responsable en Guinée.

CitizenLab Cameroun

Avril 2026

En avril, la première cohorte du programme AGORA – Édition 2026. Cette initiative dédiée à l'entrepreneuriat social et citoyen a démarré avec des modules sur les fondements de l'entrepreneuriat social et l'identification des problèmes sociaux.

Parallèlement, des webinaires participatifs permettront d'aborder les valeurs citoyennes et de stimuler le dialogue autour de l'engagement communautaire. Une série de podcasts mettra également en lumière les parcours inspirants de citoyens engagés, illustrant les réussites et les impacts positifs de l'engagement civique.

CitizenLab Tchad

Octobre - Décembre 2026

Campagne nationale pour la protection des droits numériques : activités de sensibilisation, menées à l'échelle nationale pour informer les citoyens sur leurs droits numériques et sur les bonnes pratiques de protection en ligne. Ces actions viseront à renforcer la compréhension et la vigilance autour des enjeux numériques.

Cette campagne qui sera lancée dans le dernier trimestre de 2026, permettra de collecter des données et des témoignages en vue de l'élaboration du rapport continental AfricTivistes, contribuant ainsi à une meilleure cartographie des défis et avancées liés aux droits numériques en Afrique.

CitizenLab Mauritanie

Mai 2026

Webinaire sur les enjeux et usages de l'Intelligence Artificielle (IA) en Mauritanie : dans le courant du mois mai, des panels en ligne seront organisés pour sensibiliser les jeunes, journalistes et experts sur l'IA dans l'éducation, ses outils, ses risques et son potentiel pour améliorer l'apprentissage et la créativité.

CitizenLab Bénin

Mai 2026

Durant le mois de **Mai**, des panels en ligne seront organisés pour sensibiliser les jeunes, journalistes et experts sur l'IA dans l'éducation, ses outils, ses risques et son potentiel pour améliorer l'apprentissage et la créativité.

COMITÉ DE DIRECTION

Direction exécutive de AfricTivistes :

Cheikh Fall

Coordination des programmes de AfricTivistes :

Aisha Dabo

Coordination CitizenLab :

Abdou Aziz Cissé

RÉDACTION

Rédactrice en chef : Ganiath BELLO

Rédacteurs : Ganiath BELLO, Kevin da SILVA,
Mamadou Ciré Barry, Ndeye Kany Cissé,
Mamadou Diop, Elsa Rose Ndjoun Cheping,
Roland Kassi, Hervé Ilambadenan, Lova Mahanina,
Alphonsine Madjilem

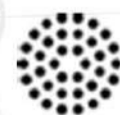
DIRECTION ARTISTIQUE & PRODUCTION

Direction artistique : Ganiath BELLO, Abdou Aziz
Cissé, Linda DE CAMPOS, Ndeye Kany Cissé,
Mamadou Diop

Montage : Linda DE CAMPOS

www.africtivistes.org

Digitalise
Youth



Digital Democracy Initiative